



# La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*



## Causeries septembre 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

8 septembre

En raison de mon déménagement le 29 septembre qui s'est effectué dans de très mauvaises conditions, je ne serai pas en mesure d'actualiser le site avant la fin du mois probablement. J'ai loué une maison sans trop avoir le choix de sa dimension (trop grande), de son emplacement (plus loin de la ville), du prix du loyer (excessif pour moi). Cette maison a fait l'objet d'importants travaux, elle n'avait pas été entretenue précédemment, c'est à moi de terminer de la nettoyer et de faire en sorte que les fenêtres et les portes ferment, que les toilettes ne fonctionnent, que les robinets ne fuient pas, etc. Quant au jardin, en fait un terrain en friche jonché de gravas dans lequel il y a des termitières qui sont des nids de serpents, j'ai tué un scorpion noir (poison fatal et fulgurant) en retournant un morceau de brique, je dois donc le nettoyer pour moi et mon chien que j'enferme la nuit dans la maison.

Je dois tout me taper tout seul, je n'ai pas les moyens de payer une personne pour m'aider et mon épouse retourne en France le 12 au soir. Je suis complètement claqué évidemment, sur les nerfs, contrarié de ne pas pouvoir aller plus vite pour reprendre mon activité politique, ce qui ne m'empêche pas de suivre plus ou moins l'actualité quotidiennement depuis quelques jours, je n'ai rien loupé apparemment.

Je n'ai reçu qu'un seul message depuis le 29 septembre, j'en conclus donc que le site ne sert pas à grand chose, pour ne pas dire à rien. Pendant 8 jours j'ai vécu coupé du monde, pas le temps d'ouvrir le portable et de me connecter sur Internet, pas envie de regarder la télé, j'ai profité de mes soirées où j'étais épuisés pour faire un nouveau point sur la situation et analyser une nouvelle fois ce qui s'est passé depuis 1945. J'en ai tiré la conclusion qu'aucun parti n'a été capable de remplacer le PC, que le travail en direction des masses que le PC n'avait pas voulu faire entre 1946 et 1950, aucun parti n'a voulu le faire par la suite non plus, résultat, le niveau de conscience du prolétariat n'a pas progressé au cours des 66 dernières années, il a même régressé par rapport à ce qu'il était entre la fin du XIXe et la première moitié du XXe siècle. Voilà ce qui arrive à se gargariser de formules et de principes au lieu de regarder la réalité en face.

Tous les partis qui se sont succédés de 1945 à 2011 portent la marque de l'incurie politique de leurs dirigeants, au point où la plus gigantesque crise mondiale du capitalisme sévit, il n'existe aucun parti révolutionnaire dans aucun pays du monde, donc pas d'Internationale digne de ce nom, qui pourraient servir de pôle de regroupement aux couches les plus déterminées de la classe ouvrière, les sections de la IVe Internationale ayant été disloquées pendant la guerre ou ce qui en étaient restés ont totalement dégénérés dans les décennies qui ont suivie. Pas étonnant dans ces conditions-là que la barbarie capitaliste l'emporte partout dans le monde, et le pire reste à venir. On pourrait en dire de même de l'opportunisme qui se décline sous différents masques ou du réformisme qui a littéralement pourri le mouvement ouvrier jusqu'à son avant-garde. Un exemple.

La question de la "règle d'or" que les différents gouvernements voudraient inscrire dans leur constitution pose directement la question du combat contre la constitution dans chaque pays, pierre angulaire de tous les traités signés avec l'UE depuis les années 50. En réalité elle pose la question du combat pour son abolition et son remplacement par une constitution basée sur

la propriété collective des moyens de production dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Les gouvernements de l'UE veulent enchaîner davantage encore les peuples aux constitutions en vigueur dans leur pays respectif, constitutions qui justifient sur le plan juridique l'existence du capitalisme, et qui a pour tâche d'assurer la pérennité des rapports sociaux d'exploitation. A l'heure où le capitalisme est dominé plus que jamais par le pouvoir de l'aristocratie financière, c'est la soumission des exploitées à son pouvoir qu'il s'agit de graver dans le marbre à travers cette "règle d'or".

Comme je le disais plus haut, jadis les masses en haillon se révoltaient contre leurs conditions abjectes en jurant de "*tout leur prendre*", de les "*pendre*", etc. aujourd'hui, on n'ose même pas avancer la nécessité d'exproprier les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises, cette racaille infâme mériterait le respect, il faudrait composer avec cette pourriture, quant à la constitution, personne n'avance le mot d'ordre de son abolition, n'axe son combat dans cette perspective, dès lors vous attendez quoi des gesticulations des différents partis, des miracles ? Quand je lis la littérature des différents partis et syndicats, je me dis qu'il s'adressent à des travailleurs qui n'ont pas une conscience de classe plus développée qu'en Inde, à croire qu'ils cherchent à la rabaisser encore un peu plus. En Inde, la conscience politique des travailleurs se limite au constat qu'il y a des gros et des petits, des nantis et des miséreux, certains se gavent sans limite tandis que d'autres souffrent sans limite aussi, on crève plus tôt ici qu'en France à l'issue d'une vie cauchemardesque, c'est presque un soulagement quand on en voit le bout...

L'issue de la crise du capitalisme est politique et personne n'ose intégrer aux questions sociales dans son combat des objectifs politiques, du coup on se retrouve avec des orientations de type purement réformiste, cela vaut pour tous les partis sans exception. On se lasse de le répéter à la longue.

Aucun militant n'a voulu participer au site que j'anime, un seul m'a aidé à le financer cette année, vous avez rejeté toutes les propositions que je vous ai faites, vous n'avez d'yeux et d'oreilles que pour une conception de la lutte de classe qui n'a eu de cesse de prouver qu'elle était synonyme de faillite ou d'impasse pendant plus d'un demi-siècle, de subordination au capitalisme et aux institutions, cela ne vous suffit pas encore, elle n'a pas permis de construire ne serait-ce que l'embryon d'un parti communiste...

Dans ces conditions, à quoi bon continuer à m'user la santé et les yeux à l'écran, dites-moi, pour quel objectif, depuis août 2008 où j'ai remodelé le site, j'ai passé plus de 11 000 heures devant l'écran, en fait beaucoup plus, pour rien, chacun possède sa petite vérité, chacun suit ses petits dirigeants, chacun est sûr d'avoir raison, heureusement que je ne vous imite pas, car sinon je serais déjà mort avec toutes les épreuves que j'ai vécues en Inde ! Je ne veux accabler ou juger personne en dehors des dirigeants.

Le marxisme repose sur les faits. Quand on constate quelque chose, on en tient compte ou non, on a le choix, c'est le peu de liberté que nous accorde leur monde. Pour le moment, ce qui me semble prioritaire, c'est d'assurer ma sécurité et celle de mon chien, le temps que je passe à mon installation peut paraître démesuré, c'est le contraire qui est vrai en fait, car mieux je serai installé et l'esprit tranquille, mieux je pourrai réfléchir et travailler, c'est une question d'organisation et de productivité qui se juge sur le temps et non en terme d'abstraction, c'est de la dialectique aussi.

Dans les semaines qui viennent, je mettrai en ligne dans la Tribune libre les documents que j'aurai reçus, mais ne me demandez pas l'impossible, je ne peux franchement pas en faire plus. J'ai oublié de vous dire que je dois informer les différentes administrations indiennes de ma nouvelle adresse, de bonne humeur en prenant sur moi-même j'ai commencé à m'y coller ce matin, mal barré : refus de la compagnie de téléphonie Reliance (Internet), une photocopie de mon bail et de la carte d'électeur du propriétaire ne suffisent pas, je dois fournir une déclaration de ma banque, du coup j'ai cavale à la banque et je récupérerai ce papier demain, ensuite je pourrai commencer ma tournée, dont le bureau d'immigration et là je m'attends à de nouveaux problèmes. Ce matin pour acheter un cadenas, deux bouteilles d'eau gazeuse, me rendre chez Reliance, confirmer dans une agence de voyage le billet d'avion de mon épouse et passer deux fois à la banque, le tout avec l'aller et retour, deux heures et quinze minutes. J'ai déjeuné, j'ai bricollé un peu, je vous ai écrit ces lignes, il est 17h15 et j'ai l'impression de ne pas avoir avancé... Ma hantise, c'est le temps qui passe et ces foutues journées qui ne comportent que 24h !

Je viens de recevoir un courriel du camarade Philippe, ne t'inquiète pas, tiens j'ai oublié de vous dire qu'il y avait un patio au centre de cette maison (un espace ouvert donnant sur le ciel) , il est couvert par des plaques en plastique, mais qui fuient de partout, je dois encore acheter une bâche avant que le propriétaire ne fasse effectuer les travaux, il est parti en France hier et ne revient que le 20, pourvu qu'on n'essuie pas une tempête entre temps !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 12 septembre

Mon épouse repart en France ce soir, je vais essayer de reprendre l'actualisation normale du site à partir de demain, au ralenti pour commencer.

J'ai actualisé la rubrique Tribune libre.

J'ai pris connaissance de la déclaration du 3 septembre du Bureau national du POI, dont j'ai envie de dire qu'on partage forcément le contenu quand on n'y regarde pas de trop près, contrairement au NPA et à LO qui ne proposent aucune issue ou perspective politique.

Quelques remarques.

Tout d'abord, il est étonnant que cette déclaration ait été adoptée à l'unanimité du Bureau national du POI sachant que certains des dirigeants de ce parti sont opposés à la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, Schivardi notamment pour l'avoir exprimé à plusieurs reprises.

Ensuite, on constatera que l'orientation contenue dans cette déclaration diffère de la ligne éditorialiste du POI ou de la ligne politique du POI en général orientée exclusivement contre la "troïka" (BCE, UE et FMI), oubliant au passage les institutions de la Ve République ou dans le cadre de la préparation de son meeting internationaliste du 1er octobre prochain, faisant l'impasse sur la nécessité de rompre avec les institutions politiques dans chaque pays de l'UE dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, pire, colportant l'illusion aux relents anarchistes qu'il pourrait exister des peuples ou des nations "libres" (« Non à l'Union européenne, oui à l'union libre des peuples et des nations libres d'Europe »), faisant abstraction de l'intégration à des degrés divers de chaque pays dans le capitalisme mondial, c'est aussi grotesque que d'affirmer qu'une entreprise pourrait fonctionner et assurer son développement, donc garantir sa survie en se passant des banques.

Comment des "peuples" pourraient-ils être libres sans avoir brisé au préalable les chaînes du capitalisme, qui, quelle classe serait libre dans ces "nations libres d'Europe" où les fondements du capitalisme n'auraient pas été remis en cause, celle des capitalistes ? S'agit-il de combattre dans la perspective de l'abolition du capitalisme dans chaque pays, sur tous les continents, à l'échelle mondiale ? Les capitalistes des pays dominants ne seraient-ils pas libres d'exploiter la main d'oeuvre et les ressources des pays dominés depuis plus de deux siècles ? S'agirait-il de redonner aux capitalistes de ces pays les marges de manoeuvre qu'ils ont perdues au profit de l'aristocratie financière qui domine le système économique capitaliste mondial ? S'agit-il de favoriser une forme de capitalisme plutôt qu'une autre ou de combattre pour le socialisme ?

Dans Anti-Dühring, Engels rejetait *"l'Etat populaire libre"*, tant du point de vue de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique".

Dans sa critique du programme de Gotha, Marx précisait *"L'Etat libre, qu'est-ce à dire ? Faire l'Etat libre, ce n'est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis"*, voilà ce qui arrive quand on traite *" l'Etat comme une réalité indépendante, possédant ses propres fondements intellectuels, moraux et libres"*, déviation théorique qui trouve son prolongement dans la perspective d'une Assemblée constituante *"élue au suffrage universel qui nie qu'"entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat"* (idem, Marx).

Face à la violence de l'Etat et de la classe capitaliste dont il représente les intérêts contre la classe ouvrière, le POI veut faire croire aux travailleurs qu'il serait possible d'instituer une véritable démocratie, d'abolir les privilèges des exploités par un processus légal, sans recourir à une révolution... Du coup on en vient à se demander si l'objectif du POI est bien le socialisme ou au contraire le retour à la situation qui prévalait sous la IVe République ou lors des premières décennies de la Ve République, autrement dit quand il y avait du "grain à moudre" pour les réformistes, dont l'action se situait dans la perspective du maintien en place du capitalisme et des institutions.

On en a confirmation quand il va jusqu'à vouloir *"redonner au suffrage universel son sens et son contenu, celui du mandat confié à des délégués qui en rendent compte, sur le terrain de la démocratie et de la souveraineté du peuple"*, c'est bien le verbe "redonner" qui est employé ici, autrement dit, il aurait existé une époque bénie (quand, laquelle ?) où les députés auraient été respectueux des besoins ou aspirations des masses exploitées qui constituent la majorité de la population, ces braves députés ayant été forcément membres du PS ou du PC... Passons sur le fait qu'il foule aux pieds ce que disait Marx et Engels au sujet du suffrage universel cité dans *l'Etat et la révolution* de Lénine. Un petit bulletin de vote dans l'urne, et hop le tour est joué la vie est belle, la société, le monde va changer de base, formidable, non ? Dites-nous quelle est la différence avec la *"révolution par les urnes"* du PG de Mélenchon ?

Le POI est passé maître dans l'art du double langage, dans l'art de dire une chose et de faire son contraire, en voici une preuve supplémentaire. Le POI n'hésite pas non plus à critiquer le NPA, le PC ou le PG quand ils s'en remettent à l'ONU, et voilà qu'il consacre la page 9 du n°165 d'*Informations ouvrières* au compte-rendu de la *"délégation de la Commission internationale d'enquête-Haïti reçue à l'Organisation des nations unies (ONU)"* le 25 août dernier, comprenant des membres de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, parce que voyez-vous quand d'autres partis font allégeance à l'ONU, le POI dénonce à juste la collusion entre ces partis et cette agence internationale du capital, mais quand c'est des organisations parties prenantes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui s'y collent, il faudrait caractériser autrement cette démarche, ce serait forcément pour la cause. Cela va très loin : *"Si l'ONU se préoccupe vraiment des problèmes posés par ses troupes en Haïti, elle doit les retirer immédiatement et pas dans un avenir indéterminé"*, ben voyons, ils ne vous ont pas

sonné pour envoyer ces troupes en Haïti, alors ils n'ont que faire de vos préoccupations. On appelle cela légitimer une agence du capital, et pas n'importe laquelle, l'ONU s'il vous plaît. Mais peut-être bien qu'avec un petit bulletin de vote on pourrait régler ce problème, qui sait ?

Maintenant faites le lien entre le contenu de la déclaration du Bureau national du POI du 3 septembre au contenu pour le moins contradictoire et l'éditorial de D. Gluckstein dans lequel il affirme que pour rompre avec la troïka (BCE, UE et FMI) il suffirait que le PS et ses satellites "*enjambe une margelle*" (le titre : *Refuser d'enjambrer la margelle*), pour ceux qui l'auraient oublié, margelle : Assise de pierre, généralement circulaire, qui forme le rebord (d'un puits, du bassin d'une fontaine). (Le Grand Robert de la langue française).

Pour Gluckstein, rompre avec l'idéologie bourgeoise qu'incarne la dictature de la dette et de l'industrie financière, rompre avec les institutions politiques du capital, ne représenterait pas un saut plus important à effectuer que celui d'enjambrer un petit rebord de pierre, un saut de puce si modeste qu'il pourrait être à la portée des fossoyeurs du mouvement ouvrier pour peu qu'ils y mettent un peu de bonne volonté, qui sait, n'est-ce pas ce qu'il suggère implicitement ? L'avantage d'une margelle, c'est qu'on peut facilement l'enjambrer, s'asseoir dessus en ayant un pied de chaque côté...

Le POI compte également sur les dirigeants de l'UGT et des Commissions ouvrières en Espagne ou ceux tout aussi pourris de la CGIL en Italie pour effectuer ce grand bon en avant, FO, la CGT, la FSU et SUD demain en France peut-être, qui sait ? Ils ont les yeux tellement rivés sur les appareils qu'ils leur prêtent des vertus quasiment révolutionnaires ou presque.

Je ne plaisante pas malheureusement, c'est si sérieux qu'à la page 5 du IO n°165, A Camps écrit : "*Lors de la manifestation centrale du 6 septembre, les directions de l'UGT et des CCOO décideront-elles d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire d'interpeller effectivement, avec tous leurs syndicats, chacun des parlementaires pour qu'ils exigent un référendum ? C'est la question essentielle de l'heure*", alors que la priorité devrait être donnée à l'organisation des masses et à la préparation de l'affrontement entre les classes pour liquider les restes des institutions héritées du franquisme, au lieu de cela Camps en appelle à ces institutions.

Récapitulons, et nous n'avons pas fait le tour de tous les articles de ce numéro d'*Informations ouvrières*, un bulletin de vote pour vous changer la vie, une allégeance à l'ONU, et pour finir le POI mise sur le PSOE inféodé aux institutions espagnoles, qui comme en France et dans tous les pays de l'UE (ou ailleurs) sont les vitrines juridiques et légales du capital que le prolétariat doit renverser, et vous avez fait le tour de ce que l'opportunisme fait de mieux par les temps qui courent, en toute indépendance, qu'on se le dise, de quoi ou de qui, inutile de le préciser vous l'aurez deviné.

Qu'on se saisisse d'une position adoptée par des dirigeants syndicaux est une chose, sans s'en féliciter évidemment ou encore moins les féliciter, ce serait les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ils ne font que réagir à la pression grandissante des masses pour tenter de les contenir et conduire leur mobilisation dans une impasse, mais quand on fonde ses espoirs sur leur capacité à aller "*jusqu'au bout*", autant dire que là on colporte les pires illusions qui soient sur leur compte et leurs réelles intentions, on trompe sciemment les travailleurs et les militants qui ne doivent compter que sur leur propre détermination et organisation. On n'oubliera pas au passage que chaque fois que les dirigeants syndicaux appellent à une action, à côté ils vont tout faire pour la faire avorter, échouer ou en limiter la portée.

Les dirigeants du POI (CCI) ne savent décidément plus à quels saints se vouer, et pourtant ce n'est pas l'imagination qui fait défaut chez eux. Pour en juger, je vous mets deux liens vers deux photos d'un des leurs en tenue d'apparat, Christian Eyschen, qui l'illustre fort à propos :

- 1- à droite sur l'image
- 2- cliquez

[Haut de page ↗](#)

---

Le 18 septembre

Sans le soutien des militants à continuer ce site, je ne vois pas vraiment l'intérêt de continuer, or à ce jour je n'ai reçu des courriels que de quelques camarades, à croire que c'est la mentalité Kleenex qui prédomine chez les lecteurs, c'est très encourageant. Mais bon, je ne suis pas du genre à forger mon opinion ou à décider du cours de ma vie en fonction des autres, sinon ce site aurait été fermé depuis des années, je dois être le seul à en avoir conscience.

Il me reste une douzaine de jours pour terminer ma nouvelle installation et me réorganiser. Où j'habite dorénavant j'ai de nouvelles contraintes que je dois gérer, une maison trop grande que je dois entretenir, je suis locataire donc je me dois de maintenir cette maison propre en permanence, l'éloignement par rapport à la ville, l'absence de ramassage des poubelles et



d'un service de livraison du gaz, la rue devant la maison et le jardin qu'il me faut balayer pratiquement tous les deux jours, c'est en fait un chemin en terre rouge bordé de grands arbres d'où tombent des feuilles dès qu'il y a un coup de vent, je dois arroser régulièrement le jardin parce qu'en séchant la terre rouge devient aussi dur que du béton, c'est agréable d'avoir un jardin mais c'est une contrainte, tous les soirs avant que la nuit tombe je dois sortir mon chien qui en a pris l'habitude et pour qui c'est un vrai bonheur, c'est une des caractéristiques du dogue allemand, il a besoin de se changer les idées sinon il déprime, mon devoir est d'en tenir compte, bref, tout cela prend du temps.

Pour le moment je continue quotidiennement de défricher et d'arranger le jardin et de nettoyer cette maison sous une chaleur toujours écrasante et pour tout arranger une nuée de moustiques, j'essaie de faire en sorte de conjuguer un espace agréable à vivre et facile à entretenir, mêler le plaisir et le fonctionnel pour profiter de l'endroit sans perdre trop de temps, ma hantise, réfléchir à tout pour tout rationaliser au maximum et ne plus trop avoir à y penser ensuite, je ne vais pas faire comme le petit-bourgeois qui passe son temps à contempler son oeuvre, et qui se demande sans cesse ce qu'il pourrait faire pour améliorer son quotidien, comme s'il n'existait pas de choses plus importantes à s'occuper dans la vie. Qui se néglige néglige les autres, qui se sent mal dans sa peau ne sera pas le mieux placé pour essayer de comprendre les autres, qui vit dans une maison crade n'aura pas l'esprit dégagé pour réfléchir sereinement, voilà les principes qui m'animent et auxquels je tiens. C'est comme lorsqu'on cumule les problèmes, on est profondément perturbé, on n'est plus en état de réfléchir, il faut donc commencer par régler ces problèmes dans la mesure du possible. Dans la vie il faut se donner une règle de conduite et s'y tenir, ensuite en fonction des résultats on peut la modifier.

J'hésite à payer du personnel (1 000 roupies environ) pour terminer le défrichage du jardin compte tenu que je suis avec Philippe le seul à financer le site, je ne vois pas pourquoi je devrais être encore de ma poche pour accélérer le redémarrage du site qui ne m'apporte rien et ne sert pas à grand chose. Quinze ans après avoir quitté la France, si je soustrais l'argent que j'ai reçu de la vente de notre maison, nous avons en banque pratiquement la même somme qu'en 1996, à 20 000 euros près en plus. Je rappelle que je ne perçois aucun salaire ni retraite, que je n'ai aucun revenu en dehors du modeste capital que j'ai placé sur un compte d'épargne (à 9.50% par an) dans une banque d'Etat, plus l'équivalent de 8 000 euros que je prête à un agent immobilier ami de la famille à 36% d'intérêts par an.

Nous avons quitté la France avec 250 000 francs en poche et quatre caisses métalliques contenant tous nos effets personnels. Nous vivons uniquement grâce à ce capital. En 1996, le paquet de cigarettes était à 10 roupies (pour 10 cigarettes), aujourd'hui il en vaut 40, tous les prix en dehors des biens d'équipement ont augmenté dans la même proportion. Faites le calcul, si je n'avais pas économisé une partie des intérêts que nous versaient la banque et notre ami Saravanam compte tenu que les taux d'intérêt bancaires ont été divisés par deux, ils viennent seulement de remonter, nous nous serions retrouvés dans une situation délicate, dans l'incapacité de continuer d'économiser pour contrebalancer l'inflation, nous en serions déjà arrivés à devoir entamer notre capital, sans parler du fait que chaque année une partie de nos économies étaient consacrées au voyage en France de Mageswary à cause de son coeur.

Nous sommes contraints d'économiser ainsi jusqu'à la fin de notre vie pour garantir un revenu minimum, on ne compte pas sur l'allocation handicapée de 700 euros (après déduction de l'APL) de Mageswary, bien qu'elle arrive à économiser dessus, ce temps est révolu puisqu'un de ses frères devrait la rejoindre le mois prochain, un futur probable sans-papier, ce qui n'est pas sans me causer du souci, je vous en reparlerai plus tard. En réalité, il va passer par l'Allemagne... pour atterrir en France, ils ont magouillé cela dans mon dos, Mageswary me l'a avoué le jour de mon anniversaire (le 11 septembre), la sincérité en cadeau après bien des mensonges, normal elle repartait en France et il reste encore 100 000 roupies à casquer, on en a déjà versé 100 000. Il part en France parce qu'il ne supporte plus son épouse et ses gosses, sinon comme technicien en climatisation et 15 ans environ d'expérience, il a un salaire très confortable en Inde. S'il rencontrait un problème après l'expiration de son visa touristique de trois mois, je l'enverrai aux camarades de La Commune ou de la Tendance Claire du NPA ! Vous connaissez ma position sur les sans-papiers, n'y revenons pas.

Bref, j'essaierai de réactualiser le site normalement dès que possible. Je ne commenterai pas ici l'actualité car cela prendrait trop de temps. Une précision sur la question de la dette des Etats.

Nous savons d'où elle provient et comment elle s'est développée, cependant on ne dit pas qu'elle sert à compenser la perte de compétitivité des entreprises face à la Chine qui produit à un moindre coût ; les cadeaux de l'Etat faits aux capitalistes sont autant de plus-value pris sur le travail au profit du capital, sans eux il y aurait davantage de délocalisations et de chômage, il serait pratiquement impossible à une entreprise française de se positionner sur le marché mondial face à ses concurrents... Cela pour dire que ceux qui refusent de rompre avec le capitalisme, le PS et ses satellites, s'engagent à poursuivre la politique de Sarkozy. Pour rompre avec le capitalisme, il faut se situer exclusivement sur le terrain des besoins de la classe ouvrière, or ces partis en sont totalement incapables parce qu'ils sont inféodés au capital et aux institutions de la Ve République, les discours de Mélenchon quand on les analyse sont de la gesticulation ou du populisme...

Du côté du POI, ils ne savent plus où ils en sont. Je l'ai affirmé à plusieurs reprises en fournissant des éléments qui le démontraient selon moi, dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, c'est ouvertement qu'un de ses dirigeants l'affirme, Patrick Hébert, membre du courant communiste internationaliste du POI.

Question : Que penses-tu de la situation en cette rentrée ?

Réponse : Je vais vous donner mon opinion personnelle. Evidemment, cela n'engage que moi. Ce sont surtout des réflexions. Je crois que les choses sont complexes. Et, comme tout le monde je pense, j'ai parfois du mal à m'y retrouver.

Un euphémisme, eh oui des principes et des formules apprises par coeur ne remplaceront jamais une analyse profonde de la situation, comment elle peut évoluer, dans quelle direction... Une fois admis qu'on ne sait pas trop où on en est, il serait peut-être perspicace d'écouter ce que d'autres militants ont à dire, plutôt que de reproduire sans cesse les mêmes erreurs qui conduisent invariablement dans une impasse, non ?

Un milliard d'habitants au détour du XXe siècle, trois milliards à peine cinquante ans plus tard, sept milliards en 2011, 70 à 80% des actifs dans le secteur agricole, 4% à peine un siècle plus tard, etc. ce n'est plus vraiment la même société à laquelle nous avons à faire, non ? De la marche en avant au socialisme à la révolution trahie, du triomphe du capitalisme à son effondrement généralisé, des informations qui nous parviennent du bout du monde en un mois ou quelques semaines à notre époque où on les reçoit en temps réel, on ne peut pas dire que l'on vit dans les mêmes conditions qu'autrefois, sauf à nier ou à se refuser de tenir compte des profondes transformations qu'a subi la société et le monde, ici en Inde en quelques années, disons en deux décennies, on est passé du char à boeuf au 4x4 Toyota, de la noix de coco au Coca Cola, de la tradition orale à une multitude de chaînes satellitaires !

Tout aurait subi de profonds changements, mais parce que le mode de production est demeuré le même, le mouvement ouvrier ne devrait pas évoluer, notre conception de la lutte de classe devrait demeurer inchangée, ce qu'il y avait dans la tête d'un travailleur il y a un siècle ou il y a 50 ans serait demeuré inchangé jusqu'à nos jours, le monde aurait cessé d'évoluer depuis la parution du Programme de transition, l'Etat et la révolution ou le Manifeste du parti communiste...

Comme on nous dit désormais tout et son contraire, la décomposition du capitalisme aurait entraîné celle de la société toute entière au point qu'il faille revenir aux fondamentaux du XIXe siècle ou du début du XXe, au lieu de partir du point de conscience le plus élevé atteint par le mouvement ouvrier international, la révolution russe de 1917, et de le combiner ou l'adapter à notre époque en se tournant non pas vers le passé mais vers le futur. Ce qui n'a pas changé non plus, c'est l'Etat, les institutions au sein desquelles les différentes classes sont représentées (théoriquement) sous forme de partis politiques, d'où la nécessité de construire un parti marxiste révolutionnaire pour les renverser et prendre le pouvoir. Au lieu d'enrichir notre conception de la lutte de classes des transformations qu'a subi la société, on décide délibérément de leur tourner le dos ou on les accepte à contrecoeur en traînant les pieds, du coup il n'en sort rien de valable, on n'est pas près d'aller de l'avant en continuant dans cette voie.

J'ajoute quelques éléments de réflexion à cette causerie rédigée la veille. C'est l'économie qui est déterminante pour comprendre où va le vieux monde et agir en conséquence, or c'est le domaine dans lequel nous sommes le plus faible ou que nous négligeons, comme hier, rien n'a changé non plus sur ce plan-là.

Page 14 (IO n°166) Roger Sandri écrit dans un article intitulé *La crise du capitalisme s'accélère*, revenant sur le début des années 90 : "*Or l'agonie du « communisme », saluée par certains comme étant la fin de l'histoire, mais aussi la peur qu'il inspirait, libérait les classes dirigeantes de toute disposition au compromis social.*"

Il nous livre une vision syndicale, réformiste, bureaucratique de la réalité, Sandri, nostalgique de la IVe République, regrette la "belle" époque où il y avait du "grain à moudre" qui masquait la capitulation du mouvement ouvrier et son avant-garde face au capitalisme, époque où l'on pouvait encore imaginer qu'il existait une véritable opposition politique, imaginer seulement, oubliant ou faisant passer à la trappe que l'objectif du combat du mouvement ouvrier ne se limitait pas à obtenir des améliorations de la condition ouvrière remises en cause un jour ou l'autre et nous y sommes, mais bien l'abolition du salariat.

La dislocation de l'URSS et le rétablissement du capitalisme dans ses satellites de l'Est de l'Europe allait en réalité permettre de mettre en concurrence des économies au coût du travail plus faible que dans les pays capitalistes de l'Union européenne, de délocaliser une partie de la production dans ces pays-là, pendant que simultanément le même processus allait voir le jour ou allait s'amplifier en Chine notamment.

On allait donc assister à une nouvelle étape de la division internationale du travail qui avait pour objectif de permettre aux capitalistes occidentaux, principalement américains, de réaliser des profits mirobolants tout en accentuant la concurrence entre les différentes économies et les travailleurs du monde entier, au détriment des économies concurrentes des Américains dont la législation du travail était particulièrement favorable aux travailleurs en terme de revenu et de protection sociale.

Contrairement à ce qu'affirme Sandri, il n'a jamais existé de la part des capitalistes une "*disposition au compromis social*", une telle intention ne peut germer que dans la tête d'un réformiste et non dans celle d'un révolutionnaire qui ne tient pas compte des rapports politiques issus de la lutte de classes à une certaine époque du développement du capitalisme à l'échelle mondiale.

La disparition de l'URSS et ses satellites de l'Est allait avant tout se traduire sur le plan économique, puis social, puis politique. Toute décision politique est guidée par des intérêts économiques, ce qui semble-t-il a échappé à Sandri, à moins qu'il ne rectifie le tir dans la seconde partie de son article à paraître. (A suivre)

J'ai encore réfléchi à la question du site, je pense que je n'y consacrerai plus que quelques heures par jour à partir du début octobre, je dois trouver le bon équilibre et ce n'est pas facile, on a toujours envie d'en faire plus et mieux, mais quand on voit à quoi cela sert finalement, on se dit aussi qu'on a peut-être mieux à faire, n'est-ce pas ce que se disent les militants qui s'y connectent et refusent d'y participer d'une manière ou d'une autre ? Comme je dis souvent, chacun doit prendre ses responsabilités et les assumer jusqu'au bout, c'est ce que je fais en prenant cette décision.

Le site sera davantage une base de données où l'économie sera privilégiée, on se passera des causeries (et des infos en bref) qui seront réduites à une chronique hebdomadaire ou bi-mensuelle. Depuis le 29 août j'ai réduit ma consommation de cigarettes par deux et celle de café par trois, je dors mieux, je suis plus détendu, bref, je me porte mieux et j'ai envie que cela continue, Trotsky avait raison l'activisme forcené est mauvais pour l'équilibre personnel, psychologique et moral !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 19 septembre

J'ai mis en ligne les articles de presse et la causerie d'août au format pdf. D'ici quelques jours, je vais consacrer au moins trois jours à mettre en ligne dans les différentes rubriques les articles de presse de septembre les plus intéressants, que je n'avais pas eu le temps de faire figurer dans le site au cours des trois semaines précédentes.

Le manque d'enthousiasme des militants à l'égard du site et du développement qu'il pourrait connaître si on s'en donnait la peine, tranche avec ma détermination qui demeure intacte, à croire que rien ne sert à rien ou qu'ils ne croient plus en rien ou que le doute l'emporte sur le reste, ce que je soupçonnais sans difficulté se confirme ici. Perte de repères et méfiance malade, manque de discernement ou de rigueur, dilettantisme, mépris ou hypocrisie fortement teinté d'individualisme, le tout forme un état d'esprit où l'on reconnaîtra aisément l'emprise des idées de la classe dominante. J'ai l'art de me faire des amis, on n'est pas là pour cela !

On s'agite dans tous les sens, on brasse beaucoup de vent face à cette crise du capitalisme pour masquer qu'en plus de 70 ans le prolétariat s'est avéré incapable de se doter d'une nouvelle direction et que les postulants à cette fonction ont échoué lamentablement ou ont capitulé en rase campagne depuis belle lurette. Apparemment personne ne veut l'admettre car cela signifierait admettre qu'on s'est fourvoyé soi-même ou qu'on a été manipulé à notre insu, notre amour propre nous l'interdit. Quel gigantesque gâchis quand même !

Les militants aguerris s'adressent aux nouveaux militants comme s'ils étaient expérimentés, les nouveaux et les anciens militants s'adressent aux travailleurs comme s'ils étaient des militants, et ensuite on s'étonne que cela ne fonctionne pas. On évite de poser certaines questions et ensuite on s'étonne que personne ne soit en mesure d'y apporter des réponses que l'on considère correctes, pire, on pose des questions en laissant planer un doute ou un mystère sur les réponses qu'il faudrait y apporter, etc. On va aller loin ainsi !

Hier soir je me suis fait cette réflexion après avoir regardé le journal de 20h30 sur TV5Monde Asie : comment en 2011 peut-on encore croire, alors que l'on sait tellement de choses, alors que l'on a à notre disposition tant de moyens de savoir, comment se fait-il que l'ignorance populaire soit toujours aussi vivace ?

Quand on observe comment l'actualité est traitée par les différents partis, on s'aperçoit que c'est la classe dominante qui en chef d'orchestre détermine comment chacun va présenter ses positions et orienter son discours, cela ne veut pas dire forcément qu'ils coïncideront avec les intérêts de la classe dominante, mais la manière de les présenter, le contenu qu'ils y mettront, ne permettront pas aux travailleurs de comprendre qu'ils doivent penser leurs conditions et leur avenir uniquement à partir de leurs propres intérêts de classe en rupture avec ceux des capitalistes.

Dès lors que l'on aborde la moindre question sociale, on devrait mettre l'accent systématiquement sur le fait qu'on se situe exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat et qu'il est par nature (puis par définition et non l'inverse !) antinomique avec celui des capitalistes, cela devrait transpirer dans chaque article. Ne pas le faire ne permet pas d'aider les travailleurs à prendre conscience du fait que leurs revendications sont parfaitement légitimes et que personne à leur place n'a le droit d'en juger. Du coup, comment pourraient-ils prendre confiance en eux-mêmes, si dès le départ on ne leur permet pas de revendiquer le droit d'être maître de leurs besoins et de leur destin ? Prenons un exemple d'actualité, la dette publique.

La dette des capitalistes n'est pas la nôtre, très bien, et après ? Rien, on ne la paie pas un point c'est tout ! Mais si on ne la paie pas tout peut s'écrouler du jour au lendemain, c'est angoissant, cela sera pire encore, etc. Vous avez raison de le penser, puisque c'est ce que suggèrent implicitement ceux qui s'y opposent. On ne vous a pas expliqué simplement que la dette et le capitalisme était inséparable depuis que ce système économique existe, tout d'abord dette des banques et des entreprises, puis dette des travailleurs, et enfin dette des Etats. Pour faire simple, ce système pour survivre repose sur la consommation qui

doit sans cesse augmenter, ne jamais ralentir ou stopper, encore moins régresser, la consommation anarchique ou effrénée de marchandises plus ou moins utiles ou superflues, il faut consommer à tout prix même si cela ne correspond pas vraiment à un besoin, au besoin on le créera pour vous convaincre de consommer encore et encore.

Les sciences et les technologies ne sont pas au service de votre bien-être ou de l'intérêt général, elles ont pour fonction de contribuer à mettre au point de nouveaux produits qui correspondront demain à de nouveaux besoins qu'on vous soumettra, afin que vous continuiez à consommer, au point que ces nouveaux produits vous sembleront indispensables à acquérir, alors que vous avez très bien vécu jusque-là en vous en passant. Même les progrès dans le domaine de la médecine s'inscrivent dans cette logique mercantile, il n'y a pas de petits profits...

Les capitalistes, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique, s'engraissent sur votre dos à crédit, ils vont même jusqu'à hypothéquer l'avenir des générations futures pour continuer d'accumuler des richesses, du profit. Crise du logement, loyer exorbitant, pas de problème, une entreprise va construire votre logement à crédit et vous allez l'acheter également à crédit en réglant des intérêts à votre banquier, vous l'aurez payé le double à l'arrivée (si tout se passe bien entre temps !) On n'a pas construit ce logement pour vos beaux yeux ou satisfaire votre besoin, mais uniquement pour se faire du fric sur votre dos, qu'est-ce que vous croyez, que les banquiers et les entrepreneurs sont des philanthropes ou de grand humanistes ? Cessez donc de régler vos traites et vous verrez ce qu'il en retourne vraiment. On pourrait multiplier les exemples.

Ainsi nous vivons dans une société où d'un côté il y a vous qui travaillez et produisez les richesses avec vos besoins légitimes, et de l'autre une classe d'exploiteurs, de profiteurs dont les besoins se résument à s'enrichir toujours plus sur votre dos par n'importe quel moyen.

On s'aperçoit donc que l'on vit dans une société où les hommes et les femmes qui travaillent sont dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins ou aspirations, où ceux qui produisent les richesses ne peuvent pas en profiter, tandis que ceux, banquiers ou actionnaires qui ne produisent absolument rien disposent de ces richesses et poussent le vice jusqu'à les mettre à votre disposition dans une certaine mesure, sous forme de prêts moyennant intérêts, donc non seulement ils vous dépouillent des richesses que vous avez produites, et quand ils les mettent à votre disposition c'est en empochant des intérêts au passage, ils ne vous laissent pas le choix notez bien.

De là à penser que bien que ce soit vous qui fassiez tourner la boutique et vous n'en voyiez pas la couleur, vous ne disposez en réalité d'aucun pouvoir dans cette société pour vous opposer à ce processus arbitraire, vous êtes rendu au rôle de marchandise, qui comme toute marchandise consomme de la force de travail, des matières premières... Votre statut dans leur société impitoyable est peu enviable.

Arrêtons-nous là et posons-nous une question : Quelle société voulons-nous au juste, sur quoi devrait-elle être basée, comment devrait-elle fonctionner, qui devrait la diriger, la contrôler, quels objectifs devrait-elle se donner d'atteindre ? Avons-nous le droit ou non de nous poser ces questions, sont-elles oui ou non légitimes ? Ridicule diront certains de présenter les choses ainsi. En êtes-vous bien sûrs, j'ai cru comprendre au contraire que la plupart des travailleurs sont aujourd'hui incapables de se les poser. Mais peut-être que ces militants ne veulent pas aborder la situation sous cet angle parce qu'eux-mêmes sont incapables de répondre à ces questions ou leur objectif n'est pas vraiment de changer de société.

Notre devoir ne devrait-il pas être d'aider chaque travailleur à se les poser, à s'interroger sur le fait qu'ils ne se les posent même pas ? Avant d'aborder vos discours politiques, qui ressemblent à des recettes prêts à l'emploi qui ne convainquent personne ou si peu finalement depuis des lustres, ne croyez-vous pas qu'il serait bon de débayer le terrain pour qu'une véritable conscience de classe puisse enfin germer dans la tête des travailleurs ? (A suivre)

Je me suis marré ce matin en lisant un commentaire d'un internaute, à la suite d'un article consacré à la Fête de l'Humanité et plus particulièrement à l'intervention du renégat Mélenchon.

En réponse à Mélenchon qui a déjà fait passer à la trappe la révolution prolétarienne au profit de la "*révolution citoyenne*" ou par les "*urnes*", la première étant indésirable ou incompatible avec son statut de serviteur du capital qui lui rend bien, un internaute s'est offusqué de cette formule qu'il trouve encore trop violente à son goût, en proposant de la remplacer par "*l'évolution citoyenne*", qui dans le cadre du programme du Front de gauche consiste déjà à accompagner la main de notre bourreau...

Comme quoi on peut s'abaisser toujours plus bas jusqu'au niveau du caniveau, il y en aura toujours pour estimer que les égouts feraient mieux l'affaire, avis aux amateurs !

Ce que j'ai voulu expliquer plus haut s'inscrit en totale opposition avec la démarche du marchand de sommeil Mélenchon, c'est que la question n'était pas de tronquer ou de rabaisser notre programme de la révolution socialiste, mais de faire en sorte d'élever le niveau de conscience de classe des travailleurs pour leur rendre accessible, y compris les couches déterminées à en découdre ou qui estiment ne plus avoir rien à perdre dans leur société, car finalement elles ne savent pas davantage que les autres où elles en sont, c'est cela la vérité qu'il nous faut regarder en face et traiter.



J'arrête là car j'ai du boulot. Un dernier mot. En Libye dans quelques mois ils vont élire une Assemblée constituante, youpi ! La charia en prime en guise de démocratie, je sens qu'on tient le bon bout ! Et la lutte des classes que j'annonçais en Libye ? Un peu de patience, pour le moment ils en sont encore à la guerre civile, tribale... Peut-être était-ce une erreur de ma part, nous verrons bien.

De toutes manières, il ne faut se faire aucune illusion sur les régimes qui peuvent surgir en Afrique et au Moyen-Orient tant que la classe ouvrière n'est pas véritablement constituée en classe ou organisée indépendamment de l'Etat, tant que la société demeurera divisée en tribus, clans ou ethnies ou sur des bases religieuses, que la paysannerie constituera la majorité de la population active, dans ces régions du monde il ne pourra sortir que des régimes autoritaires, semi-féodaux, corrompus, teintés de parlementarisme et s'appuyant sur l'armée, parfois à caractère théocratique. Cela vaut ailleurs dans le monde.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 septembre

Vous trouverez au format pdf (Acrobat Reader) les articles de presse depuis le 1er septembre, il y en a 23 pour 26 pages. J'ai également ajouté des articles dans les rubriques économie, politique et justice. J'ajouterai d'autres articles provenant d'autres sources dans la journée ou demain, je profite de la pluie pour travailler sur le site.

J'ai enfin terminé le nettoyage de la maison que j'ai louée, il me reste un quart du jardin à défricher, plus quelques bricoles à arranger ici ou là. J'ai encore des questions administratives à régler.

Je ne suis pas en forme pour causer, alors quelques mots seulement.

La question de la dette devrait être l'occasion d'expliquer aux travailleurs comment fonctionne le système économique capitaliste au lieu d'en faire une abstraction, passons sur les pitreries populistes de Mélenchon incapable de rompre avec l'UE et la BCE auxquels il verrait bien jouer un autre rôle que les leurs, apparemment il a définitivement tourné le dos aux enseignements de la Commune de Paris tirés par Marx et Engels, la nécessité de "*détruire de fond en comble*", l'Etat bourgeois, ses institutions, donc par extension la totalité des institutions internationales du capital, on aura compris qu'avec ses alliés du PC il poursuit un autre objectif qu'une société sans classes et sans Etat.

La crise actuelle du capitalisme est le produit de contradictions qui remontent à l'origine ou aux fondements du capitalisme. Ces contradictions apparaissent comme des paradoxes qu'on a du mal à expliquer tellement ils paraissent absurdes et injustifiables, les riches sont trop riches et les pauvres sont trop pauvres, l'enrichissement d'une poignée de privilégiés est proportionnel à la paupérisation grandissante d'une masse toujours plus nombreuses de prolétaires dans le monde.

Ceux qui possèdent les moyens de production sont une infime minorité, tandis que ceux qui ne possèdent que leurs bras et leur tête pour survivre sont les plus nombreux parmi la population. Les premiers accaparent la plus grande partie des richesses produites au détriment des seconds qui peinent à satisfaire leurs besoins ou ne le peuvent pas et doivent subir mille privations et souffrances au quotidien. Le nombre des nantis se monte à un ou deux millions, ils représentent environ 0,1% de la population, tandis que chaque matin au lever du soleil, la hantise au ventre des milliards d'hommes et de femmes se demandent comment ils vont faire pour se nourrir ainsi que leur famille.

Leur société est basée sur la consommation, or ils font en sorte que de moins en moins de travailleurs soient en mesure de consommer ou soient solvables pour accéder au crédit ou soient en mesure de les honorer. Il faut dresser ce constat à l'échelle mondiale pour comprendre comment fonctionne le capitalisme et dans quel direction il s'oriente. Pour les capitalistes tous les travailleurs ne se valent pas, ils les répartissent selon divers critères dont le coût de leur force de travail, leur productivité, leur docilité au travail, leur faculté d'adaptation à certaines conditions de travail et de vie, leur capacité à supporter des sacrifices, on pourrait dire leur degré de résistance à la souffrance, leur mode de consommation, leur mode de vie, leur éducation, leur niveau de connaissance en général, etc. Il y a des ouvriers qui travaillent 8 heures par jours, d'autres qui travaillent 10 heures, 5 ou 6 jours par semaines, avec ou sans congés payés, certains abattent 30, 50 ou 100% de travail en plus que d'autres durant le même laps de temps, certains s'endettent volontiers et d'autres non parce qu'ils n'ont pas été habitués ainsi, certains dépensent leur paie en cigarettes, boissons et jeux, d'autres préfèrent investir dans l'achat d'une habitation, d'autres encore changent de vêtements et de biens d'équipement régulièrement ou consacrent une bonne partie de leur argent à leurs vacances tandis que d'autres se montreront économes, etc.

Au sein de la production, des marchandises seront produites qui ne dégageront pas toutes les mêmes profits (pour faire simple), qui nécessiteront une manœuvre plus ou moins nombreuse, plus ou moins qualifiée. Moins elle sera qualifiée, moins elle devrait coûter aux patrons, plus bas devrait être son niveau de vie ou ses besoins. Il y a les marchandises produites en grandes quantités parce qu'elles sont de consommation courante. Accessibles au plus grand nombre, produites en quantités illimitées, peu chères, elles alimenteront le marché local ou intérieur, sauf qu'aujourd'hui elles inondent le monde puisqu'il est facile et rapide de les transporter d'un bout à l'autre de la planète.

Produites à bas coût en Chine par exemple, elles peuvent être exportées en France à destination de la population ouvrière notamment, et dès lors que celle-ci peut se procurer les mêmes marchandises qu'auparavant à un prix de vente plus bas, du coup il est possible de baisser le prix de sa force de travail sans qu'elle ne cesse de consommer ces marchandises, elle aura tendance à avoir l'impression de continuer de vivre comme avant alors que ce n'est pas le cas, car toutes les marchandises ne sont pas logées à la même enseigne, elle s'appauvrit et ne s'en aperçoit qu'à l'occasion, quand il ne lui est même plus possible de se faire soigner par exemple ou que son loyer ou ses traites dévorent la moitié ou plus de son revenu.

Quant aux marchandises nouvelles mises sur le marché, elles seront inaccessibles à cette couche de la population. Toutefois, il arrive parfois que ce ne soit pas le cas, mais c'est le service découlant de l'emploi de cette marchandise qui dévorera son budget, chaînes de télé satellitaires, téléphone portable, Internet, le tout augmenté de taxes perçus pas l'Etat qui se tient en embuscade pour vous racketter. Dans ce contexte vos différents droits élémentaires pourront être entaillés pratiquement sans que vous ne vous en aperceviez ou sans que cela soit insupportable, jusqu'à un certain niveau que vous découvrirez hélas plus tard !

Le problème de leur société, c'est qu'il existe des besoins et donc des dépenses incompressibles ou dont on ne peut pas se passer quotidiennement, qu'on soit nanti ou pauvre, comme le logement, l'électricité et l'eau, scolariser ses enfants, le téléphone et si possible un véhicule pour se déplacer, sans parler de la nourriture et des vêtements que l'on peut se procurer à bon compte ou gratuitement. Leur société est viable à condition de réunir certaines conditions, de cumuler deux salaires dans un ménage, d'appartenir aux couches moyennes ou supérieures de la classe ouvrière ou à la petite-bourgeoisie, si possible d'être diplômé et en bonne santé, pour tous les autres la vie sera synonyme de galère ou de cauchemar au quotidien, le sort que partagent les ouvriers chinois à l'autre bout du monde.

En Chine ou en Inde où j'habite pour en être le témoin, ils ont développé artificiellement une petite-bourgeoisie, augmenté considérablement les salaires des fonctionnaires afin d'écouler davantage de marchandises, mais pas n'importe comment, à crédit dans l'immense majorité des cas, le tout accompagné d'une inflation galopante qui finalement rogne le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population et ne lui permet pas de vivre mieux qu'avant ou alors au prix de terribles sacrifices. Dans ces pays où le développement démographique a été gigantesque au cours des six décennies précédentes la pauvreté ne peut que perdurer et s'étendre, ne parlons pas de la qualité de la vie qui progresse dans un sens pour certains et se dégrade dans un autre pour tous sous l'effet de la surpopulation, entraînant de profonds changements dans le mode de vie de la population, je pense à la crise du logement, aucun de mes beaux-frères ne vit dans des conditions décentes bien qu'ils travaillent.

Les mentalités ou les comportements, les cultures et l'éducation sont différentes entre ces deux pays, ils sont le produit de leur histoire et de leur développement, de la lutte des classes, des rapports qui en sont issus, et des régimes en place. En Chine, tout est très compartimenté, hiérarchisé, militarisé pour ainsi dire, prendre une initiative relève de l'exploit ou de l'inconscience au regard des conséquences possibles, en Inde, c'est le fardeau des traditions, des castes, de la religion et de l'obscurantisme qui vous en empêche le plus souvent, gare à celui qui se distingue du lot et se retrouvera marginalisé, sauf s'il s'enrichit, car c'est finalement la seule valeur qui mérite encore le respect de tous. Dans ces pays où une caste ou une classe monopolise le pouvoir les masses n'ont pas développé un esprit libre et critique, parce que ce n'est pas leur objectif elles vivent encore plus dans la soumission et la résignation que dans un pays comme la France où la classe ouvrière a forgé sans cesse sa propre histoire, même de façon très imparfaite, en Chine elle a été monopolisée par le parti unique avec lequel elle se confond, en Inde seules les classes dominantes ont tiré profit de la lutte des classes et du progrès social après avoir maintenu dans l'obscurantisme la paysannerie pauvre et le prolétariat. (A suivre)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 22 septembre

Je mettrai en ligne demain les articles de presse du 20 au 22 septembre. Vous trouverez quelques articles de sources diverses dans les rubriques économie, internationale et société.

Dans la Tribune libre j'ai ajouté quatre documents, dont exceptionnellement 10 pages du dernier numéro d'*Informations ouvrières* consacrées en grande partie à la préparation du meeting internationaliste du 1er octobre organisé par le POI, initiative que je soutiens puisqu'elle est la seule sérieuse, estimant que nos désaccords doivent passer au second plan et ne nous interdisent pas de conserver notre liberté de parole et d'action.

Pourquoi ne pas se poser les bonnes questions ?

La dette pose directement la question de l'Etat. Quel Etat, représentant quelle classe sociale, quels intérêts ? La question de la dette permet d'expliquer simplement comment fonctionne l'Etat, à quoi sert-il... Alors pourquoi ne pas partir de là ? Voyons, ce serait trop simple !

Et puis, qui dit Etat dit institutions dit partis. Les institutions sont dirigées par un ou des partis dans tous les pays du monde. Les partis occupent donc une place déterminante dans la société. Ils sont les représentants des intérêts d'une classe sociale et d'un système économique basé sur des rapports de production déterminés. Les institutions sont créées afin de permettre à un ou des partis d'exercer le pouvoir politique pour le compte d'une classe sociale particulière. Ainsi la classe à laquelle il revient de fonder ces institutions est celle qui détient le pouvoir économique, les moyens de production. C'est la raison pour laquelle on l'appelle la classe dominante.

En régime capitaliste, les moyens de production sont la propriété d'une poignée de privilégiés que l'on peut assimiler à des parasites, parce qu'ils ne remplissent aucune fonction au sein de la production des marchandises, ils ne produisent rien et sont parfaitement inutiles aux entreprises qu'ils dirigent. C'est plus particulièrement le cas dans les grandes entreprises composées d'actionnaires qui n'ont même pas besoin d'y mettre les pieds pour empocher des dividendes ou se partager leurs profits, moyennant des salaires mirobolants dans le cas des dirigeants qu'ils placent à leur tête.

L'Etat ou les institutions ont pour unique fonction d'assurer la pérennité de ce régime. On comprendra aisément que la classe des producteurs ne peut prétendre s'élever au rang de classe dominante ou accéder au pouvoir sans se débarrasser au préalable de cet Etat et ses institutions, puisqu'elles ont été créées uniquement pour servir les intérêts d'une autre classe et poursuivent un autre objectif.

L'Etat n'a pas toujours existé, pas davantage que les classes sociales. L'Etat consacre la domination d'une classe sur une autre, pouvoir qu'il exerce par la dissuasion ou la répression, la violence. L'Etat demeurera indispensable aussi longtemps que les classes existeront et déperira avec elle ensuite avant de disparaître, lorsque les moyens de production et d'échange seront devenus la propriété collective des producteurs à l'échelle mondiale.

D'ici là, si on ne pourra pas se passer de l'Etat qui gère les rapports entre les classes au profit de la classe dominante, que ce soit celle des capitalistes ou la classe ouvrière qui détienne le pouvoir, d'où le rôle déterminant que continueront de remplir les partis politiques tout au long de ce processus historique.

Dès lors, on comprend l'importance capitale et incontournable de la question de l'Etat et du parti. On serait tenté de dire que toute stratégie qui n'est pas subordonnée à cette question est forcément erronée ou opportuniste, et que tout programme politique qui ne se fixe pas pour objectif de la résoudre ou d'y apporter une réponse claire ne présente aucun intérêt pour la classe ouvrière.

Comment résoudre la question de l'Etat ou du pouvoir politique et quel parti construire, quel rôle lui attribuer, ces questions sont aussi intimement liées que le sont les partis aux institutions qu'on le veuille ou non.

Hier soir j'ai listé un certain nombre de sujets que l'on pourrait évoquer très rapidement.

1- Je rappelle que j'utilise également ce site comme un journal personnel dans mes causeries. Monsieur je-sais-tout, Coquéma, pour ne pas le nommer, me reproche de prendre les internautes qui se connectent sur le site pour des "demeurés", car voyez-vous ce nombriliste estime que tous les militants possèdent forcément la même expérience et les mêmes connaissances que lui, je ne lui ferai pas l'affront de lui demander ce qu'il en a fait jusqu'à présent, le site s'adresse également à de jeunes militants ou des militants en quête d'un esprit libre ou critique... Par ailleurs, à ma connaissance 99% des militants n'ont jamais vécu de nombreuses années dans un autre pays que la France, il n'est donc pas inintéressant de décrire les rapports qui existent dans un pays comme l'Inde à partir du moment où on les vit de l'intérieur.

2- J'ai constaté que mon épouse Mageswary n'avait pas franchement évolué après 21 ans de vie commune, ce qui m'interpelle évidemment. Elle parle ou agit avant de réfléchir par exemple, c'est systématique dans 90% des cas, ce qui se traduit par de nombreux problèmes que je dois ensuite résoudre. On pourrait dire que c'est un échec pour moi, en même temps cela prouve que je n'ai jamais essayé de lui imposer mon mode de pensée, les choses se seraient peut-être passées autrement si nous avions vécu davantage en France, car en Inde le poids des traditions, de la religion, de l'éducation et de la famille représente un handicap difficilement surmontable, surtout quand on est une femme...

3- La dette, quelle aubaine, elle permet de reléguer au second plan les questions du chômage et des salaires qui préoccupent des millions de travailleurs...

4- Pour compléter la causerie d'avant-hier. Pour les capitalistes, vaut mieux que ce soit des couches moyennes réduites en esclavage qui consomment frénétiquement leurs marchandises ou s'endettent sans trop réfléchir, en Chine ou en Inde par exemple, plutôt que celles qui bénéficient de conditions de travail plus avantageuses à l'autre bout du monde.

5- Pourquoi n'y a-t-il aucune raison que les capitalistes infléchissent leur politique ? Parce que le coût du travail va augmenter en Chine, c'est inéluctable, ils veulent donc en tirer un maximum de profit pendant que c'est encore possible...

6- La crise dure, s'amplifie, normal, l'anarchie qui règne au sein du régime capitaliste ne concerne pas que la production

de marchandises, elle concerne aussi l'industrie financière, c'est le chacun pour soi qui domine sans trop se soucier à terme des conséquences sociales et politiques. A l'approche de l'embrasement général, on pourrait se dire qu'ils vont réagir et changer de cap, pensez-vous, leurs intérêts passent avant toute chose, ils se disent que si ce n'est pas eux qui profitent de la situation pour s'en mettre plein les poches, d'autres s'en chargeront, alors vaut mieux encore que ce soient eux...

7- La dette, comme la crise, a pour origine la division du travail et la mise en concurrence des travailleurs du monde entier à un niveau jamais atteint dans le passé. Une occasion pour liquider les services publics, s'attaquer aux conditions de travail et de vie dans les pays où ils sont les plus avantageux pour les travailleurs...

8- L'humain d'abord est si je ne me trompe pas le titre du dernier ouvrage de Mélenchon. Ainsi il a décidé délibérément de se placer sur un autre terrain que celui de la lutte des classes.

9- Ils ont encore montré aux infos du soir sur TV5Monde Asie des enfants squelettiques en train de crever de faim en Somalie, dont un de cinq mois qui ne pesait que 2,5 kilos, selon un médecin qui a diagnostiqué sa mort certaine. La survie du capitalisme est un véritable cauchemar, les mots nous manquent parfois pour le qualifier, monstrueux... Et pendant ce temps-là, il y en a qui trouvent des prétextes pour s'en accommoder... L'humain d'abord, le vôtre nous donne envie de vomir monsieur Mélenchon.

Un dernier mot. Il est curieux que ceux qui se proposent d'analyser la crise actuelle du capitalisme et la dette des Etats à travers des articles très fournis et intéressants, traitent finalement ces deux questions comme des abstractions, sans les relier à leur origine commune, selon moi, la division internationale du travail poussée à l'extrême et qui concerne tous les domaines de la production à peu d'exceptions près.

Evoquer l'accumulation gigantesque de capitaux, la spéculation, la baisse du taux de profit, la baisse de la consommation, le ralentissement de la croissance mondiale ou du PIB, le chômage de masse, la volonté de liquider les services publics et les acquis sociaux des travailleurs, etc. tout cela est très juste, mais ce n'est pas aller au fond des choses, là où la plus-value est extraite, les conditions dans lesquelles elle est extraite. Comme je l'ai déjà dit, il faut être fou pour produire encore en France ce qui pourrait très bien l'être ailleurs à moindre coût dans des conditions comparables. C'est à mon avis la clé pour comprendre l'évolution du capitalisme des 20 ou 30 dernières années jusqu'à nos jours... Et ensuite ? Le néant, les généralités habituelles qui ne dépassent pas le stade du constat. Nous tenterons plus tard d'émettre des hypothèses sur son évolution future, s'il survit aux explosions sociales qui vont avoir lieu prochainement en Europe.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 23 septembre

J'ai repris l'actualisation du site plus rapidement que prévu, parce que je me suis gravement blessé à la main gauche avec un grand couteau à dents en défrichant le jardin qui jouxte la maison que j'ai louée, et la plaie s'est infectée. Je me soigne moi-même comme presque toujours.

Par ailleurs, je pense que sans les infos en bref, je perdrais pied avec la réalité et le site n'aurait plus aucun sens. Donc je continue... sans votre soutien !

Aller, au point où nous en sommes, je vais encore me faire des amis, j'ai revendu ma maison pour disposer d'un capital qui une fois placé en banque sur un compte rémunéré, puisque je ne dispose d'aucun salaire ni retraite, mon revenu (provisoirement) équivaut à 15 ou 20 fois le salaire minimum en Inde. Hier soir, j'ai mangé une boîte de sardines à l'huile, puis une assiette de spaghetti au beurre simplement provenant du Resto du Coeur d'Aubagne où vit Mageswary, le repas du pauvre que nous proposait ma mère il y a 45 ans pour aller au lit le ventre plein comme elle disait.

Vous allez penser que j'ai le niveau de vie d'un bourgeois, pas vraiment, plutôt celui de la tranche basse de la middle class. Il y a 15 ans je disposais d'un revenu équivalent avant qu'il ne soit divisé par deux puis par trois du fait de l'inflation et de la baisse du taux d'intérêt versé par ma banque (de 20% à 7% par an, remonté à 9,5% en 2011, demain ?).

Je m'en suis sorti parce que j'ai continué de vivre chichement et d'économiser pour assurer mes vieux jours. Je rappelle que je ne suis pas retourné en France depuis juin 2002, que je me passe de voiture, de vacances, de restos, de vins, etc. Hier j'ai fait une folie en achetant trois shorts et quatre slips, il n'y a pas longtemps je m'en serais tiré pour 200 ou 250 roupies, hier j'ai déboursé 850 roupies, et pas dans un magasin pour touristes, je n'y fous jamais les pieds, non les shorts et les slips pour le bas peuple ! Comme tous les pauvres qui l'ont connue, j'ai horreur de la pauvreté. J'ai conscience d'être privilégié par rapport à de très nombreux travailleurs, c'est presque un hasard que les choses se soient produites ainsi, disons que j'ai su prendre les bonnes décisions au bon moment, que j'ai eu la chance d'avoir ce choix et de faire preuve de discernement, choix que malheureusement la plupart des pauvres n'ont pas ou n'auront jamais. En roupies, je suis à l'aise, en euros je suis misérable,



une fois payé mon loyer il me reste environ 700 euros pour vivre, pas de quoi faire des folies, voilà la réalité que je n'ai jamais perdu de vue.

J'ai reçu un courriel d'un camarade du POI auquel je répondrai demain. Je n'ai pas de courant depuis 7h30 ce matin et la batterie du portable est presque à plat, et pour arranger le tout, je ne peux pas me raccorder à la batterie de la maison parce que l'électricien qui est passé n'a pas cru bon d'alimenter une seule prise de courant ! La maison, en comprenant le premier et le second étage qui comprennent chacun une seule pièce, doit faire au bas mot 150m<sup>2</sup>, sans compter les quatre terrasses.

(quinze minutes plus tard) Le portable m'a envoyé un signal d'alerte concernant la batterie, alors que je n'avais pas eu le temps de télécharger mon travail sur le serveur du site. Du coup, je n'ai fait ni une ni deux, j'ai été chercher l'escabeau, j'ai démonté une douille et j'ai raccordé deux files électriques que j'ai ensuite connectés à une rallonge pour brancher dessus le portable, le tout relier à la batterie de la maison. je ne l'avais pas fait plutôt car j'attendais que le propriétaire m'envoie son électricien d'un jour à l'autre, un jour peut-être... C'est bien simple, j'ai en permanence la boîte à outils à portée de la main, malheur à celui qui ne bricole pas un peu ! Bon, on n'est pas obligé de se couper un doigt non plus ! Je suis détendu, Maguesway est en France.

Au fait, vous n'êtes pas obligé de lire cette causerie, vous pouvez passer directement aux infos en bref.

### Parole d'internaute

Voilà une réflexion intéressante qui doit refléter l'état d'esprit de nombreux travailleurs, entre réalité, confusion et illusion, espoir et désarroi.

1- "C'est une vaste blague? L'emprunt forcé...mais à qui? Aux responsables de cette situation (les financiers, la Bourse)? Bien sur que non....au pauvre petit français qui n'a pas les moyens de s'expatrier...c'est lui qui va subir, c'est l'innocent qui va encore une fois payer pour les crapules de la finance qui se régale de la situation.

La situation à laquelle nous assistons est une situation dramatique. Les Français, les Européens vivent dans une dictature, celle des marchés financiers qui font obéir l'ensemble des politiciens en les obligeant à adopter des mesures d'austérité.

Les Français, les Européens n'ont pas voté pour la finance internationale mais pour des politiciens sensés les représenter, les défendre et évoluer.

Les Français, les Européens n'ont pas voté pour la politique de l'austérité qui ne conduit nulle part...(l'exemple de la Grèce est flagrant...quand vous fouettez le peuple, le peuple abandonne la nation...fuit ses devoirs de citoyens.) mais pour la préservation de leur droit.

Pour faire face à cette situation, il faut ramer contre le vent de la politique actuelle :

Il ne faut pas moins de service public...mais plus de service public avec des emplois garantis.

Il ne faut pas moins dépenser...mais plus dépenser dans l'investissement pour la création d'emplois dans le secteur de l'industrie, dans le privé.

Il ne faut pas moins d'Etat mais plus d'Etat en situation de crise...je dirai même que c'est la fonction de l'Etat...exister quand la crise est là...et la crise, c'est un écran de fumée qui cache des responsables : les financiers, la bourse, l'immobilier.

Il faut que l'Etat s'attaque à la finance, il doit taxer les transactions boursières à hauteur de 1% direct (je rappelle que 0,05% rapporterait à l'Etat 400 milliards par an...je ne vous explique même pas combien pourrait rapporter 1%).

Résoudre la crise actuelle de tous les Etats européens...c'est super facile...il suffit d'avoir le courage d'affronter les responsables de la crise, la finance, en leur prélevant 1% du montant des transactions.

En faisant cela, l'Europe n'a plus de dette, la Grèce n'a plus de dettes...et mieux...on pourra financer des politiques de relance, des politiques créatrices d'emplois.

1%...rendez vous compte...1%, la finance refuse de payer par contre elle accepte que des Etats lui payent du 60%, là il n'y a pas de problème.

Voilà la situation actuelle, ce n'est pas un problème d'argent car l'argent est là...il existe...par milliers de milliards...nous n'avons tout simplement plus d'Etat, nous n'avons tout simplement plus de démocratie...nous vivons en dictature.

Que nous propose-t-on?

- baisse des charges pour les patrons : conséquence directe, la faillite du système social français.

- moins de fonctionnaires : conséquence directe, l'Etat montre au privé qu'il n'a pas vocation à employer les gens dans l'intérêt des personnes mais uniquement dans l'intérêt financier. Les entreprises font donc de même...elles licencient. Comment l'Etat peut il après dire aux entreprises qu'il faut embaucher alors que lui même...vire?

- plus de TVA : on parle d'une TVA en France à 23% pour le prochain mandat du président de la république...qui paie? Le peuple car les nantis, ils s'en fichent de payer du 23% sur des biens courant...cela ne représente pas la même proportion dans leur budget par rapport à un ménage salariés.

Il n'y aura pas de reprise en Europe si les politiques européens ne prennent pas immédiatement une décision de protéger les peuples européens. Sans ce message fort, l'Europe va disparaître...et nous irons vers la guerre...c'est inévitable (certains auteurs en parlent déjà).

On voit que les mesures d'austérité ne mènent nulle part : Grèce, Espagne, Italie, Portugal, France. Je rappelle que le mandat de Mr Sarkozy, très restrictif au plan financier, à creuser le déficit de notre pays de 400 milliards.

La solution n'est pas dans l'austérité...elle nous mène droit à la guerre.

La solution est dans la relance de l'activité industrielle, la relance de l'emploi, la mise sous tutelle des banques, le protectionnisme par des frontières économiques.

On doit frapper les responsables de cette situation qui sont : la finance, les patrons qui délocalisent la production pour ensuite l'importer en France et maximaliser leur profit (le patron qui ferme sa boîte en France pour aller l'ouvrir en Chine...il donne du boulot aux chinois...il n'est pas patriotique mais capitaliste).

Il faut que l'Europe se démondialise et se protège si elle veut survivre. A défaut, on est mort.

Ceux qui disent que l'Allemagne est un exemple...mais les Allemands...notamment les patrons allemands...ont pour exigence de produire en Allemagne afin d'exporter.

Voilà la grande différence entre l'Allemagne et nous...C'est qu'en Allemagne...les patrons fabriquent et exigent du made in Germany là où les patrons français exigent du made in China.

Les patrons allemands ont compris qu'ils devaient protéger le peuple allemand...voilà pourquoi ils sont forts actuellement...car les Allemands ont confiance...ils savent qu'il y a un pacte entre les salariés et l'industrie allemande...ils savent que sans industrie, sans ouvriers...un pays va à la ruine.

En France, c'est l'inverse...on détruit les ouvriers...on les massacre.

En Europe, l'Allemagne a toujours été un pays social...là où la France a toujours été un pays...royal."

Le second internaute dresse un constat et pose une question.

2- "Sous pavillon de crise, la finance est en train de détruire la spécificité européenne : le social.

Nous sommes en train de basculer, vers le capitalisme comme aux USA, comme au Japon, comme en Chine.

In fine...on veut casser tout ce qui peut être social en Europe afin que l'Etat ne se réduise plus qu'à une seule chose : l'armée et la Police.

Quand on voit que Papandréou applique les conditions de la troika (avec notre Christine Lagarde...UMP je vous le rappelle...donc la politique d'austérité infligée à la Grèce, elle a des inspirations UMP) et massacre son peuple qui n'y est pour rien dans cette affaire.

Ce n'est pas la faute du peuple grec si la première puissance mondiale de flotte commerciale (la Grèce) bat pavillon dans des pays paradis fiscaux et font de l'évasion fiscale en permanence.

Ce n'est pas de la faute du peuple grec si l'Eglise orthodoxe gangrène les finances publiques en prélevant une part de la ressource du pays.

Ce n'est pas de la faute du peuple grec que les patrons grecs refusent de payer les charges sociales et les impôts.

Ce n'est pas de la faute du peuple grec que leurs banques aient financé les subprimes ricains.

Mais c'est le peuple grec qui doit payer l'addition.

Ou est la Justice?"

## Politique

1- France.

1.1- Affaire d'Etat. Flagrant délit.

La question a été posée sur Twitter par le journaliste de Mediapart Fabrice Arfi : dans son communiqué visant à mettre hors de cause Nicolas Sarkozy dans l'affaire Karachi, l'Elysée affirme que *"le nom du chef de l'Etat n'apparaît dans aucun des éléments du dossier"*. De plus, ajoute le communiqué, il *"n'a été cité par aucun témoin ou acteur du dossier"* judiciaire.

Ces deux affirmations semblent surprenantes : comment, en effet, l'Elysée peut-il affirmer que le nom de M. Sarkozy n'apparaît pas dans ce dossier sans y avoir eu accès ? Or le chef de l'Etat ou la présidence ne sont pas parties civiles, en principe, et n'ont aucune raison d'avoir pu consulter un dossier d'instruction en cours.

Interrogé en marge du déplacement du chef de l'Etat à New York par Arnaud Leparmentier, qui suit l'Elysée pour Le Monde, un proche du chef de l'Etat a répondu, laconique : *"On lit l'AFP"*. Vérification faite, l'Agence France-press n'a jamais publié de dépêche donnant une telle information.

Le président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), Christophe Regnard, interrogé sur ce point par l'AFP, a jugé : *"C'est clairement une violation du secret de l'instruction. C'est assez incroyable que l'Elysée reconnaisse aussi benoîtement qu'il a eu accès à des pièces. Cet affichage est assez anormal"*, a-t-il expliqué.

*"Il ne faut pas être naïf, ajoute le magistrat. On sait que les informations remontent. Mais d'habitude, cela demeurait caché. Objectivement, ça sent la panique à bord"*, conclut-il.

L'affaire commence à agacer l'entourage présidentiel. Le même proche de M. Sarkozy a fait plusieurs allusions : *"La théorie de l'amalgame, on connaît. Ce sont de vieilles méthodes trotskistes"*, a-t-il lancé, réemployant les mots dont l'UMP s'était servis en 2010 contre Mediapart. (lemonde.fr 22.09)

Rectification, monsieur Plénel n'est plus trotskiste depuis belle lurette, tout comme Mélenchon et bien d'autres qui n'en ont pas retenu grand chose ou n'en ont rien appris. Associer *"théorie de l'amalgame"* et trotskistes (officiels ou renégats) est un peu fort, ces derniers se sont rangés derrière la version du 11 septembre de Bush et celle d'Obama sur la mort de Ben Laden, il doit confondre ou alors je ne sais pas de quoi il veut parler au juste.

1.2- Aux armes, non pas pour se soumettre, mais prendre le pouvoir !

En pleine élaboration de son projet pour 2012, l'UMP a repris mardi ses réunions thématiques avec une convention sur la défense, proposant d'imposer à tout jeune Français un serment d'*«allégeance aux armes de la France»* sous forme d'un serment, comme aux Etats-Unis.

A la sortie de la convention, le ministre de la Défense Gérard Longuet s'est dit *«un petit peu»* gêné. *«L'idée est bonne, mais il faut travailler la sémantique»*, a-t-il déclaré à des journalistes, tandis que son collègue Bruno Le Marie, chargé de l'élaboration du projet de l'UMP pour 2012, bottait en touche. (lefigaro.fr 22.09)

2- Brésil.

Une vague d'indignation déferle sur le Brésil. Le 7 septembre, jour de l'indépendance du pays, 30 000 manifestants vêtus de noir et arborant des nez rouges de clown ont défilé dans la bonne humeur dans les rues de Brasilia, la capitale. Ce week-end, la plage de Copacabana, à Rio de Janeiro, a été recouverte de près de 600 balais verts et jaunes, représentant les membres du Parlement.

Le tout était surmonté d'une immense banderole avec le message "*Congrès national, aide-nous à balayer la corruption du Brésil*".

Mardi 20 septembre, plusieurs dizaines de milliers de personnes doivent encore se réunir dans le cœur historique de la "*ville merveilleuse*". Un appel a en effet été lancé, sur Facebook, par un groupe d'habitants qui a lancé une page "*Tous ensemble contre la corruption*".

Au cours des trois derniers mois, quatre ministres ont été contraints de quitter le gouvernement pour malversations financières. Le dernier en date est Pedro Novais, le ministre du tourisme. Il était sur la sellette depuis l'interpellation, mi-août, de plus de trente fonctionnaires de son ministère, tous accusés d'avoir détourné des millions d'euros destinés à la formation de taxis et de serveurs. S'accrochant à son poste depuis des semaines, il a reçu le coup de grâce, il y a quelques jours, lorsque la presse a révélé que le chauffeur de sa femme était payé par le Parlement.

Cette série de scandales a débuté en juin, quand Antonio Palocci, ministre de la "*casa civil*" – l'équivalent du premier ministre –, perd son poste suite à des accusations de trafic d'influence. Le mois suivant, c'est le ministre des transports, Alfredo Nascimento, qui est mis en cause. Il est impliqué dans un vaste scandale de surfacturation et de détournement d'argent, alors que son ministère est le principal bénéficiaire des fonds destinés à un vaste programme de construction d'infrastructures. Au moment de sa démission, le Parti républicain, dont il est le leader, quitte la coalition gouvernementale.

Se retrouvant dans une situation délicate, Dilma Rousseff, présidente de la République, convoque la presse. Elle promet une tolérance zéro face à la corruption. "*La présidente a réagi avec vivacité et rigueur. Les ministres mis en accusation ont du répondre de leurs actes devant le Congrès et les démissions sont intervenues rapidement. Dilma Rousseff va sortir de cette crise renforcée car elle consolide sa réputation de femme éthique. Elle se démarque de Lula, qui avait une attitude jugée complaisante face à la corruption, estime Maria do Socorro, politologue spécialiste de la corruption. Dilma Rousseff est, en outre, en train de gagner la confiance de secteurs traditionnellement hostiles à son parti, le Parti des travailleurs [PT], comme la frange conservatrice de la classe moyenne*".

Pour le moment, le volontarisme de la présidente a été salué par les médias et sa cote de popularité reste élevée. Mais dans les rangs de son parti, certains craignent que la "*faxina*", le "*grand ménage*", ne soit contre-productif et associe irrémédiablement le PT à la corruption généralisée. "*Lula a toujours défendu les membres corrompus de son gouvernement. Dilma Rousseff prenait la même voie, mais elle a finalement cédé à l'opinion publique et a tenté de s'associer au mouvement d'indignation en le reprenant à son compte. Ses déclarations ne sont que de la poudre aux yeux, des effets d'annonce. Et contrairement au scénario envisagé par ses conseillers en communication, elle s'est tirée une balle dans le pied et a perdu le contrôle de la situation*", estime l'analyste politique Paulo G. M. de Moura.

De fait, l'hémorragie s'est poursuivie : en août, Nelson Jobim, ministre de la défense, déclare avoir voté pour l'opposant de Mme Rousseff lors de l'élection présidentielle et démissionne. Deux semaines plus tard, le ministre de l'agriculture, Wagner Rossi, chute à son tour pour trafic d'influence.

"*Au Brésil, la corruption est un mal historique qui remonte à l'époque coloniale. Le chef de l'Etat nomme 25 000 postes dont environ 1 600 ont directement accès à l'argent public. Or, pour satisfaire les différents partis de la coalition gouvernementale, beaucoup sont attribués, de manière complaisante, à des caciques qui n'ont pas les compétences requises*", souligne le chercheur Fernando Antônio Azevedo. "*Pouvoir, prestige et gains matériels sont les leitmotivs d'une grande partie de la classe politique brésilienne*", renchérit la sociologue Maria A. Lemenhe.

Selon une étude de la Fondation des industries de l'Etat de São Paulo, la corruption coûte chaque année entre 17 et 30 milliards d'euros, plombant la croissance, la compétitivité et l'efficacité des aides publiques à la population. "*Avec les pharaoniques travaux prévus pour la Coupe du monde en 2014 et des Jeux olympiques deux ans plus tard, les occasions de malversations financières augmentent*", prévient Paulo G. M. de Moura. Maria do Socorro se veut néanmoins optimiste : "*La société civile ainsi que de nombreuses institutions internationales ont les yeux rivés sur l'Etat brésilien. C'est une occasion historique de faire évoluer les mentalités de la classe politique*". (lemonde.fr 20.09)

## Social

1- UE. Charité bien ordonnée... commence par les banques !

Les pays de l'Union européenne ont échoué, mardi 20 septembre, à Bruxelles, à trouver un accord pour maintenir en l'état un programme d'aide alimentaire aux pauvres tiré des fonds agricoles, renvoyant toute décision à plus tard, a annoncé la présidence polonaise de l'UE.

"*Six Etats membres sont clairement opposés*" à la poursuite en l'état du programme, ce qui empêche pour le moment son maintien, a indiqué le ministre de l'agriculture polonais Marek Sawicki, en marge d'une réunion avec ses homologues européens, ajoutant vouloir travailler à un compromis en vue d'une décision ultérieure.



Le ministre de l'agriculture français, Bruno Le Maire, a confirmé qu'aucune décision n'avait été prise mardi lors de la réunion. Elle est reportée "*au prochain conseil*" des ministres en octobre.

Le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) avait été lancé en 1987 sous l'impulsion du président de la Commission européenne de l'époque, Jacques Delors, à la suite de l'appel du fondateur des Restos du cœur, l'humoriste français Coluche, en utilisant les excédents agricoles européens. Mais il risque aujourd'hui de passer de 480 millions d'euros cette année à 113,5 millions d'euros en 2012.

En cause : un arrêt de la Cour européenne de justice en avril, qui a jugé que ce programme avait été dénaturé au fil des ans. Car les excédents agricoles qui l'alimentaient ont pratiquement disparu, au point d'être supplantés ces dernières années par des achats massifs de nourriture, financés par la politique agricole commune (PAC), a relevé la cour. Or ces achats n'ont rien à voir avec la PAC et relèvent de la politique sociale, a argumenté la cour, saisie à l'initiative de l'Allemagne. (lemonde.fr 20.09)

2- France.

2.1- Convergence vers le moins social dans tous les domaines dans l'UE.

Le Premier ministre François Fillon s'est prononcé jeudi en faveur d'"*un âge de retraite commun*" à la France et à l'Allemagne.

Outre-Rhin, l'âge de départ en retraite est en train de passer progressivement de 65 à 67 ans. En France, l'âge minimal est porté petit à petit de 60 à 62 ans.

"*Il faudra aller vers un temps de travail commun. Il faudra aller vers un âge de retraite commun*", a déclaré François Fillon lors de la remise du prix de l'Audace créatrice jeudi matin à Matignon.

Pour le chef du gouvernement français, "*il faudra aller vers une convergence progressive de l'organisation économique et sociale de nos deux pays parce que c'est la clef de la survie et du développement de la zone euro et du continent européen*". (AP 22.09)

2.02- Usine occupée

Exaspérés par la fermeture annoncée de leur usine de Montataire, dans l'Oise, qui entraînerait la suppression de deux cent cinquante emplois, les salariés de l'entreprise allemande Still séquestrent, jeudi 22 septembre, deux de leurs dirigeants. Le directeur de la production de l'usine, Jérôme Chevillotte, et le directeur des sites industriels de Still, Goran Mihajlovic, '*sont tenus au chaud*' dans les bureaux du site, a indiqué Jean-Michel Mlynarczyk, secrétaire CGT au comité d'entreprise.

Still, qui appartient au groupe allemand Kion, spécialisé dans la fabrication de chariots élévateurs et de chariots de manutention, avait annoncé le 5 juillet son intention de fermer l'usine de Montataire en 2012 pour regrouper sa production européenne en Italie et à Châtellerault, dans la Vienne.

La production sur le site de Still-Saxby à Montataire avait par la suite été très perturbée, et M. Mihajlovic était venu rencontrer les salariés jeudi pour leur proposer une prime pour la reprise de la production, afin d'honorer les commandes des clients.

Mais les discussions ont échoué, et les salariés '*exaspérés*' ont décidé vers 16 h 30 d'enfermer les deux dirigeants, selon M. Mlynarczyk. Ils sont résolus à '*les garder pour la nuit, le temps qu'ils réfléchissent*', a-t-il ajouté. Les salariés ont demandé au sous-préfet de Senlis de nommer un médiateur, a-t-il précisé. (lemonde.fr 22.09)

3- Grèce

3.1-Le gouvernement grec réuni mercredi a adopté des mesures d'austérité renforcées, comprenant une baisse des retraites, une prorogation de la taxe immobilière et une baisse de salaire pour plusieurs milliers de fonctionnaires, a-t-on appris mercredi de source autorisée.

Les pensions supérieures à 1.200 euros par mois seront réduites de 20%. En outre, les retraites versées aux fonctionnaires étant partis en retraite avant 55 ans seront réduites, explique-t-on sous le sceau de l'anonymat.

"*Nous avons essayé de trouver les mesures les plus justes possibles*", fait-on valoir.

Le gouvernement va aussi prolonger, au moins jusqu'en 2014, la nouvelle taxe sur l'immobilier qui devait à l'origine expirer l'an prochain. (Reuters 22.09)

3.2- Les centrales syndicales en Grèce aussi bien dans le public que dans le privé, ont appelé mercredi à une grève générale de 24 heures le 19 octobre, pour protester contre l'austérité, le secteur public devant également être en grève, le 5 octobre. (liberation.fr 22.09)

3.3- «*C'est un fait connu que les crises économiques ont sur le penchant au suicide une influence aggravante.*» En 1897, Emile Durkheim montrait pour la première fois dans son ouvrage «*Le suicide* » que là où la crise frappe, le taux de suicide augmente, notamment à cause de la perte de repères et du déclassement qu'entraînent les changements économiques brutaux.

Quelques mois après la crise, la statistique semble se vérifier dans plusieurs pays d'Europe. Mais c'est en Grèce que les chiffres sont les plus alarmants, comme vient de le révéler le Wall Street Journal. Selon le ministère de la Santé, le nombre de suicides a augmenté de 40% dans les cinq premiers mois de l'année. Le nombre d'appel aux lignes téléphoniques d'urgence a lui aussi doublé.

Des chiffres d'autant plus inquiétants que le pays était plutôt connu pour son taux de suicide faible, notamment parce que l'Eglise orthodoxe le condamne toujours, n'autorisant pas les services funéraires pour les personnes suicidées. Les suicides étaient souvent maquillés en mort accidentelle, si bien qu'avant 2008 le pays déplorait officiellement seulement un suicide par jour. (20minutes.fr 22.09)

Aux infos du soir sur TV5Monde Asie, ils ont dit il y a quelques jours que le nombre de SDF avait augmenté de 25% à Athènes depuis le début de la crise.

4- Etats-Unis. DSK libéré, Davis assassiné, l'aristocratie financière au pouvoir est bien le lumpenprolétariat de la bourgeoisie (Marx).

Troy Davis, condamné à mort pour le meurtre d'un policier en 1989, a été exécuté par injection mercredi soir dans une prison de Jackson en Géorgie, peu après le rejet d'un ultime recours par la Cour suprême des Etats-Unis.

La Cour suprême a refusé en dernière minute d'annuler l'exécution du condamné, qui devait initialement avoir lieu mercredi à 19h00 locales (23h00 GMT), à la prison de Jackson. Il a fallu à la Cour suprême plus de quatre heures pour rendre son avis, délai inhabituellement long pour ce genre de cas, et le condamné a été exécuté à 23:08 locales (jeudi 03h08 GMT).

Davis, alors qu'il se rendait à la chambre d'exécution, a une dernière fois clamé son innocence, selon des journalistes qui ont assisté à ses ultimes instants.

"*Je ne suis pas responsable de ce qui s'est passé cette nuit-là (en 1989). Je n'avais pas d'arme à feu*", a-t-il dit, selon Rhonda Cook, du quotidien Journal-Constitution, qui paraît à Atlanta.

"*Ce n'est pas moi qui ai tué votre fils, votre père ou frère. Je suis innocent!*", a-t-il dit aux membres de la famille du policier assassiné venus assister à l'exécution.

Condamné à mort pour le meurtre du policier Mark MacPhail en 1989 à Savannah, en Géorgie, Troy Davis était devenu un symbole de la lutte contre la peine capitale.

Sept des neuf témoins de l'accusation se sont rétractés depuis son procès et les partisans de l'abolition estiment que la justice américaine a exécuté un homme dont la culpabilité n'était pas certaine. (Reuters 22.09)

## Economie

1- La Bourse ou la vie

L'indice CAC 40 a chuté de 5,25%. L'indice Dow Jones a perdu 3,51% et le Nasdaq Composite a cédé 3,25%.

La Bourse de Londres a perdu 4,67%, celle de Francfort 4,96% et Milan 4,52%. L'indice paneuropéen EuroStoxx 50 a abandonné 4,9%. (Reuters 22.09)

2- BCE

2.1- La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé mercredi avoir modifié la réglementation en matière de garanties demandées aux banques, acceptant certains actifs et limitant l'acceptation d'autres, une décision globalement perçue par les analystes comme un net assouplissement.

*"L'Eurosystème a aboli le critère d'éligibilité selon lequel les instruments de dette, autres que les obligations sécurisées, émis par les organismes de crédit, ne sont acceptables que s'ils sont négociables sur un marché réglementé", lit-on dans le communiqué de la BCE.*

Les analystes soulignent qu'avant, la BCE listait précisément les actifs qu'elle acceptait en nantissement de ses opérations de liquidité.

Cet assouplissement intervient alors que les acteurs du marché craignent un retour à une situation d'assèchement du crédit, la confiance s'amenuisant dans les banques de la région avec la crise de la dette souveraine.

*"Elle essaie vraiment de faciliter l'accès à la liquidité pour les banques", commente Marie Diron, économiste chez Oxford Economics. "Elle essaie d'éviter qu'il y ait des problèmes dans le secteur qui se propageraient ensuite à l'économie."*

Selon le directeur financier de la Deutsche Bank, les banques ne peuvent plus obtenir de financements à court terme de leurs consoeurs sans présenter de garanties.

*"Le marché du financement sans garantie est complètement gelé", a déclaré Stefan Krause.*

Parallèlement, la BCE veut limiter l'utilisation des instruments de dette non sécurisés émis par les banques.

"Ce genre d'actifs ne pourra être utilisé en garantie que dans la limite où la valeur qui leur est assignée ne dépasse pas 5% de la valeur totale de la garantie présentée", annonce la BCE. La limite était auparavant fixée à 10%.

Marie Diron relativise cette mesure plus contraignante en soulignant que ce type d'instruments était peu utilisé récemment par les grandes banques.

Cela veut également dire que la BCE, tout en se montrant conciliante, n'est pas prêt à accepter n'importe quel type de garantie.

*"Elle dit qu'elle ne veut pas accepter toute la camelote, qu'elle n'a pas l'intention de jouer les banques-poubelles", souligne Carsten Brzeski, économiste chez ING. (Reuters 22.09)*

2.2- La monnaie unique européenne est en danger en raison des dépenses incontrôlées des Etats de la zone euro et de la crise de la dette qui en a découlé, estime une étude de la Banque centrale européenne (BCE) corédigée par Jürgen Stark, qui a depuis quitté ses fonctions.

L'étude préconise que les déficits budgétaires nationaux soient approuvés au niveau européen en cas de dépassement des niveaux de sécurité et que les Etats soient placés sous tutelle financière si les programmes d'ajustement ne remplissent pas les objectifs.

La BCE ajoute qu'il est impossible de dire avec certitude si les dernières réformes suffiront à assurer des politiques budgétaires saines.

L'Allemand Jürgen Stark, chef économiste de la BCE et membre de son directoire, a quitté ses fonctions il y a dix jours, semble-t-il en raison de son désaccord avec la politique de rachat d'obligations d'Etat mise en place par la banque centrale pour lutter contre la crise de la dette dans la zone euro.(Reuters 22.09)

2.3- Les banques se sont refinancées à hauteur de 201 milliards d'euros à l'issue de la principale opération de refinancement hebdomadaire de la Banque centrale européenne (BCE), un montant sans précédent depuis le début février qui témoigne de tensions dans le secteur bancaire.

Les refinancements d'urgence auprès de la BCE sont restés élevés mais ont diminué à 1,035 milliard d'euros mardi contre 1,215 milliard lundi.

La BCE avait ponctionné la semaine dernière 143 milliards d'euros à sept jours au taux moyen pondéré de 1,01%.

La banque centrale impose un taux de 2,25% pour accéder instantanément à ses fonds, alors que ses opérations hebdomadaires régulières se font au taux de 1,25%. Par comparaison, le marché délivrait un taux à 24 heures de 1,041% lundi. (Reuters 20.09)

3- FMI

L'Europe et les Etats-Unis risquent de replonger dans la récession l'an prochain à moins de s'attaquer rapidement à des problèmes économiques qui pourraient contaminer le reste du monde, a déclaré mardi le Fonds monétaire international en publiant ses prévisions de croissance révisées à la baisse.

Le FMI a abaissé sa prévision de croissance mondiale à 4,0% cette année et en 2012, contre 4,3% pour 2011 et 4,5% pour 2012 projetés voici trois mois. Le Fonds a abaissé ses prévisions pour la quasi-totalité des régions de la planète et prévenu que la tendance était de les réduire encore.

Selon le FMI, l'instabilité financière s'est accrue spectaculairement, les investisseurs étant de plus en plus inquiets de l'évolution de la crise de la dette souveraine dans la zone euro et de l'affaiblissement de la croissance aux Etats-Unis.

Ces deux régions posent les plus gros risques pour les perspectives économiques mondiales et les confrontations politiques risquent de freiner les initiatives pour remédier à la situation, ajoute le FMI, qui appelle également le Japon à être plus ambitieux pour ce qui est de réduire sa dette publique.

"L'indécision a exacerbé l'incertitude et ajouté aux tensions financières, ce qui s'est répercuté sur l'économie réelle", explique le FMI dans ses dernières Perspectives économiques mondiales.

Le FMI exhorte la Banque centrale européenne (BCE) à baisser les taux d'intérêt si les risques pour la croissance persistent et appelle les pays de la zone euro à faire tout le nécessaire pour préserver l'euro.

Le Fonds a réduit sa prévision de croissance de la zone euro de près d'un demi-point, à 1,6% en 2011, croissance qui ne serait plus que de 1,1% en 2012.

Le FMI observe aussi que des coupes claires hâtives dans le budget des Etats-Unis risquent d'affaiblir un peu plus la croissance et là encore il recommande à la banque centrale américaine, la Réserve fédérale, de se tenir prête à assouplir encore sa politique monétaire. La Fed est en réunion ce mardi et demain mercredi.

Le FMI a ramené sa prévision de croissance pour les USA à 1,5% en 2011 et à 1,8% en 2012 contre 2,5% et 2,7% respectivement projetés en juin.

Pour le Japon, il anticipe une contraction de 0,5% cette année, pas aussi marquée que ce qui était auparavant anticipé, et une croissance de 2,3% en 2012. Il prévoyait une croissance de 2,9% en juin pour l'an prochain.

Prises ensemble, les économies des Etats-Unis, du Japon et de la zone euro connaîtraient une croissance de 1,6% cette année et de 1,9% en 2012. En juin, il prévoyait 2,2% et 2,6% respectivement.

Le FMI remarque aussi que les perspectives de certaines puissances économiques émergentes sont devenues plus incertaines, avec toutefois une croissance d'ensemble robuste projetée à 6,4% cette année puis à 6,1% l'an prochain.

Il faut encore surveiller de près les signes de surchauffe dans les économies émergentes et, dans certains de ces pays, la hausse des prix des matières premières et les troubles sociaux et politiques constituent des menaces non négligeables, poursuit le Fonds.

Conséquence du ralentissement économique mondial, le FMI a aussi réduit ses projections de croissance de la Chine et d'autres économies de l'Asie. "*La croissance (asiatique) reste forte mais elle se tempère en raison de tensions commençant à apparaître sur les capacités et d'une demande extérieure en baisse*", explique le FMI.

Ce dernier anticipe pour la Chine une croissance de 9,5% en 2011 et de 9,0% en 2012. Il prévoyait en juin 9,6% et 9,5% respectivement.

Le FMI note enfin que l'inflation, générale ou hors éléments volatils, avait tendu ces derniers temps à augmenter dans plusieurs pays. Les tensions inflationnistes restent relativement élevées dans les puissances économiques montantes mais elle perdent en intensité dans les puissances économiques traditionnelles. (Reuters 22.09)

#### 4- Banques

Il ne s'agit pas encore d'argent perdu, mais de pertes potentielles. Toutefois, les chiffres publiés mercredi par le Fonds monétaire international (FMI) montrent à quel point les banques européennes sont empêtrées dans la crise de la dette européenne. La crise de la dette européenne aurait, selon le Fonds, augmenté de 300 milliards d'euros l'exposition au risque des banques de la zone euro.



Dans son rapport sur la stabilité financière mondiale, le FMI conclut donc que les banques doivent se recapitaliser pour faire face à ces pertes potentielles. Pour ce faire, les établissements devraient lever des capitaux auprès d'investisseurs privés, mais des fonds publics pourraient également être nécessaires. En effet, des banques de certains pays ne peuvent d'ores et déjà plus accéder au marché de financement privé, poursuit-elle. Le rapport du FMI précise toutefois clairement que le chiffre de 300 milliards ne correspond pas à une mesure des besoins en capitaux, mais bien à une mesure du risque potentiel. Le montant de toute recapitalisation ne pourrait être déterminé que par des stress tests. (20minutes.fr 21.09)

## 5- Paradis fiscaux

Plus d'un tiers des filiales de dix des principaux groupes pétroliers et miniers au monde sont enregistrées dans des paradis fiscaux ou dans des juridictions permettant une certaine opacité financière, révèle le rapport d'une ONG norvégienne à paraître mercredi 21 septembre.

Au total, 2 083 des 6 038 filiales (34,5 %) contrôlées par ces dix géants mondiaux cotés en Bourse sont localisées dans des Etats où "les comptes et les données sur l'actionariat ne sont pas publiquement disponibles", explique dans un communiqué la branche norvégienne du réseau Publiez ce que vous payez (PCQVP).

L'étude a passé en revue les structures des majors ExxonMobil, ConocoPhillips, Chevron, BP et Shell, et des géants miniers Glencore International, Rio Tinto, BHP Billiton, Anglo American et Baarick Gold Corporation.

A eux seuls, ces groupes ont réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires combiné de 1 824 milliards de dollars, dégagé des bénéfices nets de 144,7 milliards et se sont acquittés de 106,9 milliards d'impôts, selon le rapport.

Le recours à des juridictions offshore "semble faire obstacle à l'efficacité des marchés, à la concurrence des entreprises sur un pied d'égalité et à l'amélioration de la gouvernance", souligne PCQVP Norvège. "Pire encore, ces mêmes structures peuvent encourager la corruption et l'évasion fiscale, privant les citoyens des pays les moins développés et des nations émergentes de maintes opportunités politiques, économiques et sociales", ajoute l'organisation.

"De nombreuses multinationales sont adeptes de ces techniques controversées pour réduire leurs bénéfices connus. Par ricochet, ceci signifie moins d'impôts à payer dans les pays où elles sont actives", note-t-elle, précisant qu'elle n'accusait pas pour autant les dix groupes étudiés d'évasion fiscale illégale.

PCQVP Norvège indique avoir aussi voulu étudier le groupe pétrolier français Total mais dit s'être heurtée à l'absence d'obligation en France de révéler le lieu d'enregistrement des filiales ainsi qu'au refus de la compagnie d'apporter les réponses sollicitées. (lemonde.fr 20.09)

## 6- Grèce

La Grèce s'est engagée mardi à réduire encore les effectifs de son secteur public avant de s'entretenir à nouveau avec ses bailleurs de fonds internationaux, qu'elle doit convaincre de déboursier une nouvelle tranche de huit milliards d'euros.

"Notre premier objectif est de réduire l'Etat", a dit Angelos Tolkas, porte-parole adjoint du gouvernement, sur la radio NET. "Le budget de l'Etat grec n'a plus payé les traitements de quelque 200.000 fonctionnaires au cours des deux dernières années et nous continuons".

Le FMI attend de la Grèce qu'elle réduise les rémunérations et les postes dans le secteur public, ferme les organismes publics déficitaires et combatte la fraude fiscale. Le gouvernement a jusqu'à présent réduit salaires et retraites mais répugne à supprimer encore des postes dans la fonction publique, celle-ci étant une composante importante de l'électorat du parti socialiste au pouvoir.

Dans l'intervalle, la Grèce a adjugé pour 1,25 milliard d'euros de bons à trois mois, suscitant une demande solide mais aussi un rendement en hausse à 4,56%. Le Grèce ne peut se financer que sur le marché monétaire et ce dernier est considéré comme un étalon du sentiment de l'étranger.

Citant des sources anonymes, le journal Kathimerini écrit que le Premier ministre George Papandréou envisage un plébiscite pour déterminer si la Grèce doit s'attaquer à son problème de dette en restant dans la zone euro ou en en sortant.

Le gouvernement a dit qu'il envisageait un référendum à l'automne sur les réformes mais a démenti à plusieurs reprises que l'appartenance de la Grèce à la zone euro soit aussi concernée. Prié de dire si le référendum porterait aussi sur cette question, Angelos Tolkas a répondu: "Non, nous n'avons rien discuté de tel, vraiment non".

Il a ajouté que le gouvernement avait déposé lundi une motion auprès du Parlement permettant d'organiser des référendums sans sujet particulier.

L'agence Fitch estime que la Grèce sera en défaut mais ne quittera pas la zone euro, mais critique l'incertitude ambiante sur ce dernier point, jugeant qu'elle soulève des doutes quant à l'engagement politique de la zone euro envers la monnaie unique.

Jorg Decresson, économiste du Fonds monétaire international, estime qu'Athènes entend bien rester dans la zone euro et que les autres pays de la zone euro entendent bien "préserver l'intégrité" de la région. (Reuters 20.09)

## 7- France

Dernière ligne droite pour la mise en place d'une structure commune au financement des PME. CDC Entreprises, filiale de la Caisse des dépôts, la banque publique d'aide aux PME Oséo et le Fonds stratégique d'investissement (FSI) vont être réunis au sein d'une même structure, rapporte La Tribune dans son édition de mercredi 21 septembre.

Ce rapprochement devrait intervenir dans les jours ou les semaines qui viennent, le temps de régler les derniers détails d'un montage financier compliqué, estime le quotidien économique, alors que la question du financement des PME par des banques sous la pression de crise de la dette préoccupe le gouvernement. "*Même si ces structures publiques de financement à la disposition des PME collaborent déjà sur certains sujets précis, l'efficacité de leur action peut être améliorée si on les réunit sous une bannière commune*", souligne La Tribune.

Les représentants des entreprises françaises ont demandé mardi aux banquiers de les "rassurer" lors d'une réunion à Bercy, même si les difficultés semblent encore peu perceptibles. L'accès au financement des petites entreprises est l'un des sujets de préoccupation récurrents des 2,8 millions de PME françaises. Il l'est d'autant plus depuis que la crise de la dette en zone euro et la tempête boursière de cet été ont ravivé les craintes d'un assèchement du crédit qui avaient mis au tapis des milliers d'entreprises lors de la crise de 2008-2009.

La réduction actuelle du bilan des banques et la prochaine mise en œuvre des accords de "Bâle III" – les nouvelles normes de solvabilité qui doivent s'appliquer progressivement au secteur bancaire international – et qui les contraignent à renforcer leurs fonds propres, pourraient aussi se traduire par une hausse des taux d'intérêt, qui compliquerait le financement des PME.

Cette nouvelle structure sera une "sorte de super banque des PME" qui permettra d'aider et d'assurer leurs besoins de financement. Elle pourra également prendre des participations dans certaines entreprises, comme le fait déjà le FSI. Filiale à 51 % de la Caisse des dépôts et à 49 % de l'Etat, le FSI a été créé en 2008, en pleine crise financière. Son rôle est de sécuriser le capital d'entreprises stratégiques et soutenir le développement des PME présentant un potentiel de croissance. Contacté par l'AFP, le FSI n'a pas souhaité faire de commentaire. (lemonde.fr 21.09)

## 8- Allemagne

Le groupe industriel allemand Siemens a retiré début juillet, avant la publication des résultats des stress tests bancaires, une somme non précisée de la Société générale, a déclaré mardi à Reuters une source basée à Paris.

La Société générale n'a pas souhaité commenter cette information.

Le Financial Times a écrit mardi que Siemens aurait retiré 500 millions d'euros d'une grande banque française pour les transférer auprès de la Banque centrale européenne (BCE) il y a deux semaines.

A Francfort, un représentant de Siemens a déclaré que l'information du Financial Times était factuellement inexacte. (Reuters 20.09)

## 9- Italie

9.1- Standard & Poor's a accentué mardi la pression sur la zone euro, toujours empêtrée dans la crise de la dette, en abaissant d'un cran la note de crédit de l'Italie pour la ramener à un niveau inférieur à celle de la Slovaquie.

Sur le marché obligataire, le rendement de la dette italienne à 10 ans s'est tendu, poussant la Banque centrale européenne (BCE) à racheter de petites quantités de papier italien, selon des traders.

Face à un endettement de 1.900 milliards d'euros, équivalant à 120% du PIB annuel, le gouvernement Berlusconi a fait adopter la semaine dernière par le parlement un plan d'austérité prévoyant 59,8 milliards d'euros d'économies avec l'objectif de ramener le budget à l'équilibre en 2013.

Mais ce plan de rigueur, combinant hausse des impôts et baisse des dépenses et adopté après de multiples modifications et tractations, ne convainc pas.

*"De notre point de vue, les mesures et le calendrier du Plan de réforme nationale de l'Italie ne contribueront sans doute guère à stimuler la performance économique de l'Italie, surtout dans un contexte de resserrement des conditions financières et en raison du programme d'austérité budgétaire du gouvernement"*, dit S&P. (Reuters 20.09)

9.2- Standard & Poor's a annoncé mercredi avoir abaissé la note de crédit de sept banques italiennes, dont Mediobanca et Intesa Sanpaolo, au lendemain du déclassement de la note de l'Italie par l'agence de notation.

Cette dernière a également revu en baisse sa perspective, de stable à négative, sur huit autres banques, dont Unicredit, premier établissement bancaire du pays en termes d'actifs.

*"Les perspectives négatives sur les notes à long terme des 15 banques reflètent la possibilité que nous pourrions abaisser encore leurs notes si, toutes choses restant égales par ailleurs, nous devons abaisser une nouvelle fois la note de l'Italie"*, précise S&P. (Reuters 22.09)

## 10- Etats-Unis

Moody's a annoncé mercredi avoir abaissé les notes de crédit de Bank of America, Wells Fargo et Citigroup au motif que l'Etat fédéral américain pourrait se montrer réticent à voler au secours de grands établissements bancaires en difficulté.

Le gouvernement sera, *"plus que pendant la crise financière, prêt à laisser un grand établissement faire faillite s'il se retrouvait dans une situation difficile"*, estime l'agence de notation.

Bank of America doit notamment faire face à des milliards de dollars de pertes liés à des crédits immobiliers et à l'obligation de lever des capitaux pour se conformer à la nouvelle régulation du secteur. (Reuters 22.09)

## 11- Chine

Bank of China, l'une des quatre grandes banques commerciales chinoises, a interrompu certaines opérations de change, les swaps, et les opérations à terme sur les changes (forwards), avec la Société générale, le Crédit agricole et la BNP, rapporte mardi 20 septembre un quotidien économique chinois.

*"D'après plusieurs courtiers, à cause de l'aggravation de la crise de la dette en Europe, Bank of China, qui est l'un des principaux acteurs du marché interbancaire, a provisoirement suspendu une partie de ses opérations de change avec des banques européennes, dont les opérations à terme et les swaps."*

Le "swap" est une opération entre deux parties qui porte sur des flux financiers (monnaies, taux d'intérêt, etc.) et qui est utilisé comme moyen de protection contre les aléas de la conjoncture.

La mesure rappelle celle prise en 2008, au plus fort de la crise financière, par plusieurs banques chinoises de suspendre leurs opérations de change avec des banques étrangères, se souvient un opérateur du marché monétaire à Shanghai, également cité par Dow Jones.

Bank of China a par ailleurs également exclu de ses opérations de swaps la banque suisse UBS, frappée par un scandale de fraude sur des opérations pour un montant de 2,3 milliards de dollars. (lemonde.fr 20.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 26 septembre

Demain j'actualiserai les pages d'accueil des différentes rubriques. J'actualiserai désormais la rubrique des infos en bref environ deux ou trois fois par semaine, en fonction de l'actualité. J'ai des petites histoires indiennes à vous raconter, ce sera pour la prochaine fois, en raison d'un fort orage ma nuit a été très perturbée, pas de courant donc pas de climatisation évidemment. J'ai passé une partie de la matinée à dormir, jusqu'à 8h, et ensuite j'ai transféré le site du portable dans l'ordinateur de bureau, dans lequel j'ai dû mettre un peu d'ordre, cela m'a pris plus d'une heure.

Bref, mon installation est presque terminée, il me reste le jardin, on fera cela petit à petit. Et dire que j'ai une piscine (gratuite) à 50 mètres de chez moi et que je n'y ai pas encore mis les pieds depuis mon déménagement le 29 août... A bas les privilèges ! C'est lundi, on est de bonne humeur, le soleil après la tempête...

Voici le courriel (reformaté) que m'a adressé le 23 septembre un militant du POI et ma réponse.

- "*Cher camarade,*

*Tu fais référence à un Coquéma ; j'aimerais savoir ce qu'il a dit : l'information des critiques de tes propos est un signe de démocratie ouvrière.*

*Pour en revenir aux rôles de l'Etat et du parti, tout à fait d'accord sur les principes rappelés ; pour moi constituante veut dire abolition de la 5ème république et de son président et marche vers le gouvernement ouvrier et le rôle des candidats POI aux législatives en tant que parti c'est de le rappeler mais en dernier c'est l'organisation du combat du prolétariat avec le parti qui décidera des étapes et de leur forme réelle."*

Bonjour camarade,

Coquéma est un ancien militant de l'OCI (comme moi), puis il se disait proche du groupe dirigé par S. Just dont j'ai mis hier un article en ligne, pour ensuite se présenter comme un sympathisant du POI. C'est un intellectuel, il est peut-être à la retraite, je n'en sais rien. Il y a quelques années il a publié une brochure sur l'OCI, la LCR et LO.

Il m'envoie régulièrement des courriels débiles ou pour me calomnier que je n'ouvre même plus à force. Il y a quelques jours j'ai fait une exception à cette règle, je ne l'ai pas copié dans mon disque dur, il me disait en substance que je passais mon temps à me parler à moi-même et que cela ne présentait aucun intérêt, que j'étais un peu dingue quelque part, ensuite il m'a reproché d'écrire des banalités sur le plan politique et de prendre les militants pour des "*demeurés*", c'est le terme qu'il a employé, c'est tout, cela tenait en deux lignes.

A aucun moment, jamais il n'a développé la moindre analyse pour défendre un point de vue différent du mien, quand il m'écrivait un mot de politique, il se contente de répéter ce que disent les dirigeants du POI sans apporter le moindre argument supplémentaire ou nouveau, donc cela ne présente aucun intérêt.

Son objectif, c'est de me démolir moralement, me faire comprendre que je suis un minable pour que je me taise une fois pour toute. Son dernier mail provient sans doute du fait qu'il a été déçu que je continue le site après une interruption de quelques semaines due à mon déménagement, il croyait être définitivement débarrassé de moi, pas de bol !

Il faudrait s'interdire de faire le constat que l'immense majorité des militants présentent de graves carences sur le plan théorique (un euphémisme !) mais aussi sur le plan des connaissances générales. Autrement dit, nous sommes en présence d'un ouvrieriste, qui comme les curés, flatte l'ignorance pour que ceux qui le sont le demeurent, tandis que lui possède la vérité, divine qui sait ! Il y a ainsi des militants particulièrement imbus de leur personne, qui vont jusqu'à savoir mieux que Lénine et Trotsky ce qu'ils auraient dû faire lors de la crise de Cronstadt ou de Makno ou encore pour empêcher que le parti bolchevik se bureaucratise et dégénère, oubliant l'essentiel au passage, je n'ose pas les nommer, passons.

L'adversité, les difficultés, cela me stimule et nourrit ma réflexion, cela m'inspire. Je ne suis pas du genre à me résigner facilement, gare dans la vie à celui qui prend l'habitude de se laisser marcher dessus ou qui tarde à réagir quand son destin en dépend ! Je ne suis peut-être qu'un pauvre type aux capacités limitées, mais j'ai compris sans être mathématicien qu'il fallait réagir comme tel face à un problème ou dans la vie en général, c'est-à-dire, que lorsqu'on se retrouve confronté à une question, la première chose qu'on devait se demander, c'est si on l'avait posée correctement ou de la reformuler, afin de mettre en valeur les éléments qui allaient faire émerger des hypothèses parmi lesquelles figureraient obligatoirement la bonne ou celle qui nous permettrait de débloquer une situation ou d'aller de l'avant, de résoudre (même provisoirement ou partiellement) notre problème. Les nombreuses fois où je me suis retrouvé au chômage en France, je n'ai pas hésité à prendre n'importe quel emploi en attendant mieux plutôt que rester à ne rien faire et me morfondre sur mon triste sort, y compris quand j'étais jeune. Alors de là à me défilier quand on me pose une question, ce n'est pas mon genre pour te répondre.

Le site permet de briser partiellement mon isolement et d'avoir un minimum d'activité politique. Si je ne supporte pas le mépris et les humiliations des patrons ou de gens qui se croient supérieurs aux autres, ce n'est pas pour le supporter de la part de militants, de quiconque d'ailleurs.

J'ai développé très tôt une profonde aversion pour toute forme d'autorité, dès lors qu'elle repose sur une injustice ou qu'elle implique de ma part une soumission aveugle ou arbitraire que rien ne peut justifier. C'est le produit de l'éducation brutale que j'ai reçue et qui prit une tournure violente au moment de l'adolescent, dont par la suite j'ai corrigé les excès, pour réserver ce rejet de l'autorité à ceux qui le méritaient seulement selon moi, les patrons et leurs valets ou leurs représentants politiques.



Sans conscience politique on est fort injuste envers les siens ou son entourage, j'ai eu l'occasion de m'en apercevoir.

Avant d'arriver à la politique en 1976, j'avais consacré deux années de ma vie à l'étude de la psychanalyse, cela m'a aidé à comprendre beaucoup de choses et à mieux me connaître en particulier. Je ne sais pas ce qui m'a le plus aidé à sortir de ma crasse ignorance de la philosophie ou de la psychanalyse (Freud et Reich principalement). Quand je dis étudier, cela veut dire lire et réfléchir en même temps à chaque idée développée par un auteur, prendre des notes sur un cahier, toujours mon lexis Larousse à porter de la main, quitte à s'arrêter à chaque paragraphe, chaque proposition, chaque mot si nécessaire pour en saisir le sens avant d'aller plus loin. J'y consacrais au minimum quatre ou cinq heures par jours et le reste du temps je pensais à ce que j'avais lu afin de m'assurer que j'avais bien compris ce que l'auteur voulait dire. Comme il m'arrivait souvent de ne pas travailler pendant quelques semaines entre deux boulots, je passais mes journées entières à lire, et mes nuits aussi. Je relisais plusieurs fois le même ouvrage, pas en boucle, mais régulièrement je me replongeais dans les livres que j'avais déjà lus pour en tirer encore davantage ou modifier ce que j'en avais retenu. Et cela pendant plus de 30 ans. Depuis cette époque, cette soif de comprendre ne m'a jamais quitté, et je vais te dire un truc, pour faire preuve d'une telle détermination et persévérance pendant des décennies il faut avoir à l'esprit en permanence que l'on ne sait rien et que l'on a tout à apprendre, il faut avoir conscience de son ignorance, et dès lors il est impossible de se croire supérieur aux autres ou de mépriser celui qui est plus ignorant que toi, car tu as présent à l'esprit qu'un jour tu lui as ressemblé, en pire peut-être car j'étais vraiment arriéré au possible.

Quelques jours avant le tsunami je relisais encore quelques pages de Reich, de Malinovski et de Baudelaire, c'était aussi une source d'inspiration géniale, un vrai bonheur, j'ignorais que la bibliothèque qui m'était si chère allait disparaître à tout jamais, car depuis j'ai pris la décision de ne racheter aucun livre (de poche ou sans valeur) que je possédais antérieurement, estimant que l'heure était peut-être venue de penser sans l'aide de mes maîtres pour lesquels je conserverai jusqu'à la fin de ma vie une profonde reconnaissance pour tout ce qu'ils m'ont apporté. C'est comme si les auteurs qui figuraient dans ma bibliothèque étaient morts une seconde fois, définitivement cette fois. Ils n'avaient pas atterri par hasard dans cette bibliothèque, j'avais pris soin de les choisir personnellement et personne n'avait pu m'en imposer un seul, ils étaient uniquement le produit de ma lente maturation intellectuelle, d'un long processus dont je voulais demeurer le maître pour pouvoir m'y retrouver par la suite, pour la première fois dans ma vie j'avais l'impression de contrôler mon propre destin ou une petite partie, c'était ma raison de vivre, c'était aussi mes compagnons d'infortune, ils ne peuplaient pas seulement utilement ou agréablement mes longues heures de solitude, ils m'aidaient à supporter une société que j'exécrais et dans laquelle je n'avais pas vraiment ma place.

Quand on a pris conscience un jour de sa profonde ignorance, c'est comme lorsqu'on a réussi à échapper à la pauvreté, on n'a pas du tout envie d'y replonger un jour, car c'est parfaitement possible, aussi incroyable que cela puisse paraître, je parle de l'ignorance bien sûr, j'ai pu le constater autour de moi, la régression intellectuelle existe suite notamment à une expérience décevante ou traumatisante, comme je dis souvent, quand on ne progresse pas, on commence à faire du surplace, puis infailliblement on régresse, et cela est valable pour tous les domaines de la connaissance.

La gestion des rapports du relatif à l'absolu nécessite pour ne pas se leurrer ou se piéger soi-même, qu'on s'interroge régulièrement sur ces rapports, qu'on les remette en question pour vérifier leur validité et les modifier si nécessaire, sinon c'est la sclérose intellectuelle qui nous guette.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser au premier abord, l'essor d'un individualisme incontrôlé dans la société ne coïncide pas avec le développement d'une introspection qui permettrait de mieux se connaître, parce que ce processus se développe inconsciemment il est pour ainsi dire tourné exclusivement vers l'extérieur dont on attend tout. Allons plus loin, à l'origine le besoin qu'on exprime provient davantage de la société telle qu'elle existe plutôt que de nous-même, en dehors des fonctions essentielles à notre survie, il nous est dicté de l'extérieur, on l'intériorise inconsciemment, puis on cherche à le satisfaire en se tournant vers l'extérieur tout aussi inconsciemment. De ce fait, puisque la société ne peut pas satisfaire la plupart de nos besoins ou aspirations, cet individualisme tend à se renforcer comme pour forcer le destin, on ne perçoit pas que c'est l'absence de droits collectifs garantissant l'épanouissement individuel de chacun qui fait défaut dans leur société, d'où la nécessité de la changer pour atteindre cet objectif. Ici, c'est le rapport du particulier au général et l'inverse que l'on ne maîtrise pas ou qui nous échappe.

Chaque individu dans la société se développe sur le plan personnel et social, c'est donc sur ces deux plans qu'il faut l'aider à progresser, dans la mesure où s'ils sont bien distincts, ils sont inséparables et interagissent l'un sur l'autre et peuvent constituer des obstacles à une prise de conscience de soi et de la société. On peut évoluer intellectuellement à un moment donné de sa vie, et régresser à un autre sans s'en apercevoir, parce qu'on n'a pas conscience de soi ou qu'on ne connaît pas ses propres faiblesses ou qu'on en ignore les origines. Comment expliquer qu'un jour on porte une attention particulière à son alimentation par exemple, parce qu'on estime que cette question est importante, et qu'on finisse par s'en foutre délibérément comme si on n'avait rien appris dans le passé en la matière ? J'ai assisté à cette régression chez une personne que je connaissais très bien, et je me suis rendu compte qu'elle avait régressé indistinctement dans tous les domaines. Cela vous interpelle forcément, c'est extrêmement choquant. On dit souvent qu'en politique rien n'est jamais acquis quand on évoque le niveau de conscience des masses, mais cela vaut également individuellement, cela nous guette tous si on n'y prête pas une attention de tous les instants.

Il n'y a pas pire ennemi que les généralités dans ce domaine. Il y aurait les travailleurs conscients, les militants, et les travailleurs inconscients qui ne sont pas organisés. C'est très réducteur comme représentation.

C'est une mauvaise habitude de flatter les militants parce qu'ils ont acquis un niveau de conscience sur le plan politique que n'ont pas la plupart des travailleurs, ils en deviennent hautains ou développent un complexe de supériorité qui les rendent insupportables aux autres. J'irai même plus loin, pour certains cela suffit à défier leurs dirigeants ou se croire supérieurs à eux. Rares seront les militants qui pourront prétendre utiliser la même méthode pour interpréter les faits et gestes de la vie quotidienne, ceux des autres, mais les leurs également, ils feraient mieux de s'atteler à progresser eux-mêmes au lieu de juger ou critiquer les autres auxquels finalement ils ressemblent tant sans s'en apercevoir. On apprend à se connaître soi-même à travers les autres parce qu'on n'est pas très différents les uns des autres au bout du compte.

Pour conclure, l'immense majorité de la population se laisse vivre sans trop réfléchir, les gens réfléchissent quand ils y sont contraints, sans y être préparés ou dans les pires conditions, quand il est trop tard aussi, c'est ainsi qu'il nous arrive de constater qu'ils n'ont plus le choix qu'entre la peste et le choléra et c'est terrible, car cela nous concerne également, pas seulement à titre individuel mais collectif.

Alors quand des travailleurs ou des militants essaient de réfléchir sérieusement et loyalement à une question et qu'ils ne sont pas forcément d'accord, l'objectif devait être de tout faire pour tenter de pousser cette réflexion le plus loin possible pour avancer ensemble chacun à son rythme au lieu de s'invectiver, s'insulter ou d'essayer d'écraser l'autre, de lui imposer notre point de vue.

Les désaccords et la polémique font partie de la vie, tout dépend ensuite de quelle manière ils se présentent, on la conduit, cela pour faire la transition vers la brève causerie que j'ai rédigée au brouillon hier.

Bonne continuation à toi et tes camarades.

Pourquoi je soutiens le meeting internationaliste du 1er octobre du POI ?

Parce que j'ai conscience que des syndicalistes de toute l'Europe ou presque y interviendront, et que les syndicats sont les seuls organisations de masse où la classe ouvrière est encore organisée, même faiblement.

C'est un parti ouvrier qui est à l'origine de ce meeting, dans chaque pays la classe ouvrière doit se préparer à abattre les institutions politiques, des institutions dominées par des partis politiques. Maintenant nous savons qu'il ne pourra se produire aucun changement de régime si la classe ouvrière n'a pas construit un parti qui incarne et combat pour cet objectif.

Dès lors le message est clair, il vous faut construire un parti ayant comme objectif l'abolition du capitalisme et des institutions dans chaque pays, qui deviendra la section de l'Internationale ouvrière combattant pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, en rupture avec l'Union européenne (et le FMI, la Banque mondiale, etc.), la seule alternative possible à l'UE, au capitalisme.

C'est cette dimension et cette perspective politique qu'il faut donner à ce meeting et dont les participants doivent prendre conscience, sinon ce sera un meeting de plus animé des meilleures intentions du monde mais qui n'aura servi à rien ou pas grand chose. J'appelle donc tous les militants à y participer.

## Politique

### 1- France

#### 1.1- S'ils le disent !

C'est une nouvelle bombe qui éclate dans la cadre de l'affaire Karachi, qui prend de plus en plus la place d'une affaire d'Etat. Le journal Le Monde a eu connaissance de conversations téléphoniques entre Brice Hortefeux, meilleur ami de Nicolas Sarkozy, et Thierry Gaubert, mis en examen en début de semaine.

Hortefeux a d'ailleurs confirmé à BFM TV avoir appelé Gaubert pour le prévenir, c'est là qu'il aurait appris que ce dernier était en garde à vue.

L'ancien ministre de l'Intérieur, proche de cet ancien conseiller à Neuilly, lui aurait fait vent du rôle joué par sa femme dans l'enquête du juge Van Ruymbeke, en violation du secret de l'instruction : "*Elle balance beaucoup apparemment Hélène*", avance Hortefeux à Gaubert le 14 septembre dernier.

"*Qu'est-ce que tu as comme infos là-dessus, toi, parce qu'elle me dit qu'elle dit rien*", lui aurait répondu Gaubert. "*Ça m'embête de te le dire par téléphone [...] Il y a beaucoup de choses hein*", assurerait l'ancien ministre.

Cette discussion prouverait qu'Hortefeux a eu accès aux déclarations du procès-verbal d'Hélène de Yougoslavie, alors même

qu'elles n'avaient pas encore été ajoutées au dossier d'instruction. "Je te raconterai, poursuit-il, mais ils ont énormément de choses [...]. T'as eu Bazire, parce que visiblement il est lui dedans dans cette histoire."

Ca commence à chauffer autour de l'Elysée. "Si Sarko il passe pas en 2012, ils sont tous dans la merde...", aurait ainsi déclaré la fille de Thierry Gaubert à son petit ami, dans une conversation téléphonique interceptée par les policiers, le 19 juillet 2011... (lepost.fr 23.09)

1.2- Une "**révolution de Palais**"... comme en 2012.

La gauche a remporté hier, à l'occasion des sénatoriales et pour la première fois de l'histoire de la Ve République, la majorité absolue au Sénat.

En début de soirée, le président du groupe PS à la chambre haute, Jean-Pierre Bel, a revendiqué 175 sénateurs de gauche sur un total de 348. Une majorité très courte, donc, qui ne l'a pas empêché de saluer « un jour qui marquera l'histoire ». Et qui sonne surtout comme un avertissement pour Nicolas Sarkozy à sept mois de la présidentielle. L'Elysée s'est contenté de « prendre acte » des résultats.

« Ces résultats changent la donne institutionnelle, mais dans une certaine limite seulement, précise Dominique Chagnollaud, spécialiste de droit constitutionnel. Le Sénat ne dispose pas de pouvoir de blocage comme l'Assemblée nationale. ».

Pour François Hollande, « c'est un événement historique », « une révolution de Palais ». Cette défaite de la droite « est un traumatisme pour Nicolas Sarkozy », selon le socialiste. Il ajoute : « La règle d'or, Nicolas Sarkozy sait que c'est fini ». (20minutes.fr et publicsénat.fr 25.09)

Vous aurez noté au passage que pour Hollande, une "révolution de Palais" serait un « événement historique », avec une telle définition de l'histoire pas étonnant qu'on en soit encore à la préhistoire de l'humanité. On ne comptera pas sur Hollande ou le PS pour enfin commencer à faire notre histoire consciemment, ce sera forcément sans eux.

2- Grèce.

La police anti-émeute a dispersé dimanche devant le Parlement grec à Athènes une manifestation contre les mesures d'austérité.

Deux mille manifestants s'étaient rassemblés pour dire leur refus de la rigueur et leur colère contre la classe politique: "La crise c'est vous, nous ne paierons pas pour vous", pouvait-on lire sur une banderole.

Parmi les récentes mesures annoncées par le gouvernement de George Papandréou, trente mille salariés de la fonction publique doivent en outre être mis en disponibilité, ce qui se traduira par une baisse de 60% de leur salaire. Ils disposent d'un an pour trouver un nouvel emploi au sein du secteur public sous peine de licenciement. (Reuters 25.09)

3- Libye

La composition d'un nouveau gouvernement transitoire en Libye pourrait être de nouveau repoussée en raison de désaccords persistants entre les membres du Conseil national de transition (CNT), a-t-on appris dimanche de source proche du CNT à Benghazi, dans l'est du pays.

La semaine dernière, Abdel Hafiz Ghoga, porte-parole du CNT, avait pourtant déclaré à Reuters qu'un nouveau gouvernement intérimaire, "de crise et resserré", allait être formé dans les prochains jours.

"Il y a des désaccords sur l'attribution de certains portefeuilles et la tendance actuelle serait plutôt de prolonger le mandat du CNT, avec quelques aménagements, tout en poursuivant les discussions sur la formation d'un gouvernement intérimaire", a déclaré dimanche un responsable du CNT qui a requis l'anonymat. (Reuters 25.09)

## Social

France

1- Travail forcé.

Le gouvernement va expérimenter des contrats aidés de sept heures par semaine qui seront proposés à des allocataires du RSA, comme le préconisait un rapport rendu public la semaine dernière, a-t-on appris jeudi soir dans l'entourage de la ministre

des solidarités Roselyne Bachelot.

Mme Bachelot annoncera officiellement vendredi lors d'un déplacement en province l'expérimentation de 10 000 contrats aidés rémunérés, à expérimenter dans des départements volontaires, a-t-on indiqué, confirmant une information du Figaro.

Le gouvernement met ainsi en oeuvre la proposition faite la semaine dernière par l'ancien ministre des solidarités actives Marc-Philippe Daubresse d'imposer sept heures de travail rémunérées par semaine à certains bénéficiaires du RSA, sous peine de sanctions. En tenant compte de la baisse de leur RSA induite par la reprise d'activité, les allocataires gagneraient 130 euros de plus grâce à ce contrat.

M. Daubresse proposait une expérimentation de 10 000 contrats, pour un coût de 28 millions d'euros avec un objectif à terme de 150 000 contrats aidés, pour 420 millions d'euros à la charge de l'Etat. (lemonde.fr 23.09)

130 euros divisés par 30 heures = 4,26 euro de l'heure. Sur la base de 35h par semaine, cela donnerait un salaire d'environ 600 euros par mois, soit 400 euros d'euros net par mois en moins que le Smic. Esclavagistes ? Mais non, mais non, vous exagérez...

2- Suppression d'emplois chez PSA en perspective.

PSA Peugeot Citroën pourrait réduire de jusqu'à 10% ses effectifs en France en supprimant des postes d'intérimaires face au ralentissement attendu du marché automobile européen, écrivent vendredi Les Echos et La Tribune, citant des sources syndicales au lendemain d'une réunion entre la direction du groupe et ses syndicats.

PSA employait fin juin dans sa branche automobile 81.240 personnes, auxquelles il faut ajouter environ 10% d'intérimaires.

"Sur le plan de l'effectif, nous avons un volant intérim qui représente 10% de l'effectif en France, plus des entreprises sous-traitantes en grand nombre, on a là des éléments de flexibilité, plus l'accord de mobilité, donc nous nous trouvons dans une situation qui n'est pas comparable à celle de 2008", a déclaré Philippe Varin au cours d'une conférence de presse à Francfort. (Reuters 23.09)

## Economie

### Grèce

1- Le scénario d'un défaut de la Grèce sur sa dette publique ne peut plus être écarté, estime Klaas Knot, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), d'après des propos rapportés vendredi par la presse néerlandaise.

Klaas Knot est le premier banquier central de la zone euro à admettre qu'un tel scénario, longtemps écarté par les dirigeants européens, était actuellement à l'étude.

"C'est l'un des scénarios", a-t-il dit au quotidien néerlandais Het Financieele Dagblad.

"J'ai longtemps été convaincu que la faillite n'était pas incontournable. Mais les nouvelles d'Athènes, parfois, ne sont pas encourageantes."

Le banquier central a estimé que ses partenaires européens travaillaient dur pour aider la Grèce mais que cette dernière ne semblait pas consciente de la gravité de la situation.

"Tous les efforts visent à prévenir cela, mais je suis désormais moins certain d'exclure une faillite qu'il y a encore quelques mois", a-t-il dit, se demandant "si les Grecs se rendent compte de la gravité de la situation."

Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn a déclaré jeudi que les dirigeants européens ne laisseraient pas se produire un défaut incontrôlé ou une sortie de la Grèce de la zone euro, mais il n'a pas explicitement exclu le scénario d'un défaut de la Grèce. (Reuters 23.09)

2- L'agence Moody's Investors Services a abaissé vendredi de deux crans la note de huit banques grecques en raison de leur exposition aux obligations d'Etat grecques et de la détérioration de la situation économique dans le pays.

Moody's justifie notamment sa décision par "l'impact attendu de la détérioration de l'environnement économique intérieur sur des prêts non performants" et des "positions de liquidités encore fragiles". L'agence de notation estime également que les perspectives pour la note des huit banques sont négatives.



En revanche, la justice grecque a jugé illégale une grève de 24 heures des contrôleurs aériens annoncée pour dimanche, et les vols seront ainsi assurés normalement ce week-end. Un appel à la grève générale dans tout le pays a été lancé pour le 19 octobre. (AP 23.09)

3- La décote que les investisseurs privés ont accepté de passer sur les titres de dette souveraine grecs dans le cadre du deuxième plan de sauvetage de la Grèce pourrait être supérieure aux 21% retenus lors de la définition des grandes lignes de ce plan le 21 juillet, a estimé vendredi Deutsche Bank.

La première banque allemande a déclaré que cette décote ("haircut") serait de l'ordre de 25% ou plus.

L'accord de juillet était basé sur un rendement des obligations d'Etat grecques de 9%, mais aujourd'hui aucun titre de dette grec ne se traite à un rendement inférieur à 13,75%, a souligné Deutsche Bank.

A la suite de cet accord, bon nombre de banques européennes ont passé une dépréciation de 21% sur leurs actifs souverains grecs dans les comptes du deuxième trimestre.

Or les termes de l'engagement privé dans le deuxième plan de sauvetage de la Grèce doivent encore être complétés. (Reuters 23.09)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 28 septembre

Je n'ai pas le temps de causer.

Politique

1-France

1.1- Entre voyous.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé a admis lundi s'être fait financer des vacances par l'homme d'affaires Ziad Takieddine, intermédiaire dans des contrats d'armement et poursuivi dans l'enquête sur une présumée corruption lors de la présidentielle de 1995.

Selon des procès-verbaux d'audition de police publiés par le site Mediapart, l'ex-femme de Ziad Takieddine a déclaré aux policiers que Jean-François Copé s'était fait financer par le milliardaire au début des années 2000, quand il était membre du gouvernement, des séjours avec sa famille et des frais à Antibes, à Londres, au Liban et à Venise.(20minutes.fr 26.09)

1.2- L'OIT au service de "**normes sociales minimales**".

Nicolas Sarkozy a plaidé lundi pour la mise en place d'une régulation sociale au niveau mondial, qu'il juge aussi nécessaire que la régulation financière ou économique dans la lutte contre la crise.

Le président français, qui recevait les ministres du Travail du G20 réunis à Paris, a pressé en outre tous les pays membres de ce forum de ratifier les conventions de l'Organisation internationale du travail sur des normes sociales minimales.

*"Les inégalités qui se creusent, c'est pas davantage de croissance, c'est davantage d'instabilité : la France en tire la conclusion qu'à la régulation financière, à la régulation économique, il faut ajouter la régulation sociale", a-t-il dit.*

*"Et face à une crise qui a ébranlé nos sociétés, nous ne pouvons plus nous contenter simplement d'afficher nos bonnes intentions, nous devons passer à l'action sur le sujet, car si nous ne le faisons pas, la réponse sera le protectionnisme, la décroissance et la régression de la qualité de la vie."* (Reuters 26.09)

C'est en bonne voie... pour la régression sociale généralisée seulement !

1.3- En famille.

Jean-Vincent Placé, élu dimanche sénateur Europe Ecologie-Les Verts de l'Essonne, a souhaité lundi 26 septembre que la présidence de la commission des finances du Sénat soit confiée à la droite après le basculement à gauche du palais du Luxembourg.

Sur Public Sénat, M. Placé a proposé '*que la présidence de la commission des finances revienne à l'opposition*', c'est-à-dire à la droite. Les écologistes veulent appliquer le même principe au Sénat qu'à l'Assemblée, où la présidence de la commission des Finances a été confiée à Jérôme Cahuzac (PS). (lemonde.fr 26.09)

## 2-Grèce

2.1-Les députés grecs ont approuvé mardi une nouvelle taxe immobilière très impopulaire qu'Athènes juge essentielle à la réussite du nouveau plan d'austérité, alors que des heurts opposaient des manifestants aux forces de l'ordre devant le parlement.

Il s'agissait d'un test important de la capacité du gouvernement de George Papandréou à rassembler la majorité pour faire adopter le nouveau dispositif destiné à convaincre le FMI et l'Union européenne de débloquer une nouvelle tranche d'aide de huit milliards d'euros, dont le versement est attendu en octobre.

Les 154 élus du Parti socialiste (Pasok) se sont prononcés pour la nouvelle taxe immobilière. La Chambre des députés compte 300 sièges.

A l'extérieur, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser un millier de manifestants.

*"Les décisions du 21 juillet sont comme une bible institutionnelle pour nous. Elles constituent le cadre dans lequel nous évoluons"*, avait auparavant déclaré le ministre des Finances, Evangelos Venizelos, évoquant les engagements pris par son gouvernement dans le cadre du second plan d'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne.

Les salariés des transports publics ont débrayé mardi dans la capitale pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité. Une grève de 48 heures a par ailleurs débuté au ministère des Finances et d'autres mouvements doivent avoir lieu mercredi.

Dans la journée, éboueurs et autres employés municipaux avaient défilé place Syntagma, devant le parlement. A l'autre extrémité du parvis, la police tentait de tenir une centaine de manifestants à distance du ministère des finances.

Les adversaires du plan d'austérité, que les forces de l'ordre ont dispersé dimanche à coups de grenades lacrymogènes - une première depuis la trêve estivale - ont promis d'intensifier leur mouvement. (Reuters 27.09)

2.2-Les députés grecs ont approuvé mardi la création d'une nouvelle taxe sur la propriété, dans le cadre des mesures d'austérité décidées par le gouvernement face à la crise de la dette du pays.

Ce nouvel impôt sera prélevé par le biais des factures d'électricité, afin de faciliter la tâche de collecte des services fiscaux. Les Grecs qui refuseront de la payer verront leur électricité coupée.

S'exprimant avant le vote, le ministre grec des Finances, Evangelos Vénizélos, a reconnu que la taxe sur la propriété serait difficile pour certaines couches de la population, tout en estimant que le gouvernement n'avait pas le choix. *"Il y aura clairement des catégories de la population qui ne pourront pas payer cette charge sur le logement, et c'est une situation qui sera résolue"*, a-t-il déclaré. *"Mais le plus important est que nous atteignons les objectifs sur lesquels nous nous sommes entendus pour 2011 et 2012"*.

A Berlin, Georges Papandréou a pour sa part de nouveau assuré que son pays remplirait les conditions fixées par ses créanciers. *"Je peux garantir que la Grèce honorera tous ses engagements"*, a-t-il déclaré devant des industriels allemands, avant de rencontrer Angela Merkel. (AP 27.09)

## Social

### France

1- Chômage en hausse, le ministre du Travail y voit une "**évolution positive**" !

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A (sans aucune activité) a reculé de 0,1% en août, selon les chiffres diffusés lundi soir par le gouvernement. Mais en comptant les personnes exerçant une "activité réduite" et tenues de "faire des actes positifs de recherche d'emploi" (catégorie B et C), le nombre de chômeurs est en hausse de 0,5%, soit 20.200 de plus par rapport à juillet.

Dans un communiqué, le ministre du Travail Xavier Bertrand parle d'une "évolution positive (...) obtenue sur le front de l'emploi malgré un net ralentissement de la croissance depuis plusieurs mois". (AP 26.09)

## 2- Malaise grandissant au travail.

Près d'un salarié français sur trois pense «*sérieusement*» à quitter son entreprise. C'est le résultat d'une étude menée par le cabinet de conseil en ressources humaines Mercer. Les 2.000 personnes interrogées en France ont montré beaucoup plus d'envies de départ que celles interrogées en 2007, où moins de 20% des sondés songeaient au départ.

Par ailleurs, une personne sur deux avancement ressentir «un fort attachement à leur entreprise», soit 11% de moins qu'en 2007. La chute de la satisfaction au travail explique en partie ce phénomène, selon l'enquête, le taux de salariés se déclarant «satisfaits» passant de 72 à 57% entre 2007 et 2011.

Pourtant, la motivation des salariés n'a pas varié: 53% d'entre eux sont «tout à fait prêts à aller au-delà des exigences de leur fonction pour aider leur entreprise à réussir» et 56% continuent de «recommander vivement les produits ou services de l'entreprise à leurs amis ou leurs proches», des résultats identiques à ceux de 2007.

Depuis la crise, les salariés estiment en outre que leur entreprise est plus efficiente ou mieux gérée et 57% disent croire à sa réussite future. Mais cet optimisme ne vaut pas pour leur situation personnelle, seuls 53% estimant que le «niveau de sécurité de l'emploi dans leur entreprise est aussi bon que celui des entreprises de leur secteur». Cette enquête a été réalisée au cours des six derniers mois en France auprès de 2.000 salariés, interrogés en ligne à leur domicile. (20minutes.fr 26.09)

## 3- Manifestation du personnel de l'Education nationale.

Plus de 165.000 manifestants ont défilé mardi en France, dont 45.000 à Paris, pour dénoncer la politique éducative du gouvernement et les suppressions de postes d'enseignants, selon les chiffres communiqués par la FSU.

Les chiffres de la police n'étaient pas disponibles dans l'immédiat, que ce soit pour Paris ou l'ensemble de la France.

La Fédération syndicale unitaire (FSU, première fédération de l'Education nationale) faisait état en milieu d'après-midi de "plus de 120.000 manifestants en province sur 72 départements", auxquels le syndicat ajoutait "45.000 manifestants à Paris".

Les fédérations de l'enseignement public FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education, FERC-CGT, et Sud, ainsi que les syndicats CGT, CFDT, CFTC, CGC et SPELC de l'enseignement privé sous contrat avaient appelé à cette journée nationale de grève et de manifestations.

Selon le syndicat du privé Snpefp-CGT, l'académie de Nantes, première du pays pour le privé, connaît «35% à 40% de grévistes» avec plusieurs écoles entièrement fermées, ce qui est «*inédit*». Et en Bretagne, «*au moins 14 écoles primaires*» privées n'assurent aucun cours, «*c'est du complètement nouveau, sans précédent*», selon François Le Pennec, de la Fep-CFDT en Ile-et-Vilaine. Dans le Nord-Pas-de-Calais, un «*élan massif*» a été constaté dans le privé et le taux de grévistes dépasse les 50% dans plusieurs établissements à Lille, Valenciennes, Armentières et Tourcoing, affirme la CFDT. (AP et lefigaro.fr 27.09)

## 4- LyondellBasell. Occupation d'usine.

La compagnie pétrochimique américaine LyondellBasell, qui n'a pas trouvé de repreneur pour sa raffinerie située à Berre (Bouches-du-Rhône), envisage désormais la "fermeture" du site, a-t-elle annoncé, mardi 27 septembre, dans un communiqué.

"*Malgré les efforts des salariés et de la direction, la raffinerie continue de subir de lourdes pertes et ne parvient pas à devenir rentable, a expliqué Jean Gadbois, directeur général du site de Berre, cité dans le communiqué. Sans réelle perspective de rachat, nous avons donc l'intention d'engager une procédure de consultation sur un projet de fermeture de la raffinerie.*" Selon la direction, "trois cent soixante-dix emplois seraient concernés".

L'intersyndicale (CGT, CFDT, CFE-CGC, FO, CFTC) a appelé à une grève "forte" avec un blocage de l'ensemble du site pétrochimique. Lors de l'assemblée générale, qui s'est tenue à 12 heures, les salariés ont voté une "grève dure" d'au moins quarante-huit heures. Plusieurs centaines de salariés ont voté à une écrasante majorité la grève, renouvelable toutes les vingt-quatre heures, avec blocage de l'ensemble des dépôts et arrêt progressif de toutes les unités. Les salariés ont également décidé que tous les portails d'accès au site seraient "fermés et cadenassés".

"*Cet outil, c'est le nôtre, on va à partir d'aujourd'hui se l'approprier*", a expliqué Patrick Scieurca, représentant de l'intersyndicale. Il a estimé que les unités pourraient être arrêtées "dès cet après-midi". "On préconise d'élargir le périmètre de la vente au-delà de la raffinerie et de trouver un repreneur pour la raffinerie et la partie en aval", a-t-il ajouté, dénonçant "l'absence de schéma sur

*l'avenir industriel de l'ensemble du site*".

Aucune offre de reprise n'ayant été faite à LyondellBasell, *"la Compagnie pétrochimique de Berre SAS (CPB), qui exploite la raffinerie, va mettre en œuvre, conformément à la réglementation française, une procédure d'information et de consultation des représentants du personnel sur un projet de fermeture de la raffinerie"*, précise le communiqué. Cette procédure devrait débiter en octobre.

En mai, le groupe texan LyondellBasell avait annoncé qu'il mettait en vente la raffinerie de Berre en raison de ses résultats, *"inférieurs aux projections économiques faites à l'époque de l'acquisition"*, en 2008, à Shell. Un porte-parole de la direction expliquait que *"l'ampleur des pertes générées par la raffinerie n'était plus soutenable"*, précisant qu'il n'y avait *"pas de délai prédéfini"* au processus de mise en vente.

Le site LyondellBasell de Berre-L'Etang, qui a une capacité de 105 000 barils par jour, est l'une des quatre raffineries [avec celles de Lavéra, Fos-sur-Mer et Chateaufort-les-Martignes] situées sur le pourtour de l'étang de Berre. Le site comprend une raffinerie qui emploie trois cent cinquante personnes, adossée à un complexe pétrochimique pour un total de onze cent quatre-vingts salariés, a précisé Georges Raillon, le secrétaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Cette possible fermeture illustre le problème des surcapacités dans l'Hexagone et en Europe, elle serait la troisième en dix-huit mois, après les sites de Total à Dunkerque (Nord) et du suisse Petroplus à Reichstett (Bas-Rhin).

Les groupes pétroliers cherchent de plus en plus à réduire leur présence en Europe, où la demande de pétrole est en baisse et la rentabilité faible. La France métropolitaine, qui comptait vingt-trois raffineries à la fin des années 1970, n'en recense plus que onze encore en activité aujourd'hui. (lemonde.fr 27.09)

5- Lafarge. Mouvement social contre la fermeture d'une usine.

Pour sauver leurs emplois, douze salariés de l'usine Lafarge de Frangey, dans l'Yonne, ont choisi l'arme de la faim. Ils entament ce mardi leur huitième jour consécutif sans s'alimenter. Leur campement de cinq tentes, dans lesquelles ils ont placé des lits de camps, est placé juste sous les fenêtres de la direction de l'activité cimenterie du groupe, à Saint-Cloud dans les Hauts-de-Seine.

Par cette action forte, ces salariés, joints par le maire de la commune de l'Yonne, espèrent pousser Lafarge à revenir sur sa décision, annoncée fin mai, de fermer leur usine. Le site de Frangey, vieux de plus de 80 ans et qui emploie 74 salariés, doit progressivement fermer ses portes l'an prochain pour une fermeture définitive en avril 2013. Lafarge justifie sa décision par *«un marché local qui se réduit, une surcapacité de 40% et une incapacité du site à produire le ciment qui répond aux nouvelles normes environnementales»*.

La CGT, syndicat majoritaire dans l'usine, balaye ces arguments. *«L'activité est viable et rentable. Et si l'activité des fours est basse, c'est parce que les clients traditionnels sont livrés par d'autres sites comme celui du Havre. Et quand on demande à Lafarge pourquoi ils préfèrent que des camions fassent 500 kilomètres pour livrer, ils ne s'expliquent pas»*, s'insurge Sylvain Moreno, responsable syndical, qui croit savoir que cela fait partie de *«la stratégie des gros»*. Faux, répond une porte-parole du cimentier: *«Il n'y a jamais eu d'entente entre Lafarge et ses concurrents»*.

Alors que la situation s'envenime, Lafarge insiste sur le fait que cette fermeture se fera sans licenciement. Le groupe *«a prévu 100% de reclassement avec une offre d'emploi sur un site de Lafarge Ciment en France»*, souligne une porte-parole. Parmi les autres mesures d'accompagnement figurent une prise en charge des frais de déménagement, le paiement du nouveau loyer pendant 15 ans, ou encore l'accompagnement du conjoint dans la recherche d'un nouvel emploi. *«Nous souhaitons une transition souple car nous comprenons l'émotion et l'inquiétude des salariés»*, affirme-t-elle. *«Si l'objectif de Lafarge, société du CAC 40, est de fermer pour reclasser, l'activité industrielle en France est tombée bien bas»*, commente pour sa part Sylvain Moreno.

En attendant à Saint-Cloud, Lafarge affirme être en contact *«permanent»* avec les salariés grévistes qui ont bénéficié d'un *«accompagnement médical, psychologique et technique»* de la part du groupe. Lafarge, qui ne souhaite pas que ce mouvement s'éternise, veut *«trouver une solution rapide»*. Mais le terrain d'entente semble difficile à trouver puisque le cimentier n'entend pas revenir sur sa décision alors que les grévistes appellent au maintien pur et simple de l'activité sur le site. *«Je ne sais pas combien de temps cela peut durer, confie Sylvain Moreno. Mais je sais que les salariés sont déterminés à aller jusqu'au bout. Nous sommes prêts pour notre part à lancer une procédure judiciaire contre le groupe pour prouver qu'il y a un défaut de motif économique»*, explique le syndicaliste.

*«Ce qui est gênant c'est que ça fait 74 emplois en moins dans le bassin du tonnerrois qui est déjà assez sinistré. Depuis 2003, 1100 emplois ont déjà été supprimés ici»*, déplore Maurice Godard, représentant de l'union locale CGT de Tonnerre (Yonne).

Un comité central extraordinaire (CCE), durant lequel la situation de Frangey sera évoquée, est prévu ce jeudi. *«Il y en aura d'autres. Nous voulons continuer le processus de dialogue»*, souligne-t-on chez Lafarge. *«Il n'y a pas de dialogue social, tranche Sylvain Moreno, qui affirme que la direction prévoit de délocaliser le rendez-vous pour qu'il n'ait pas lieu à Saint-Cloud, «ce qui aura pour conséquence de jeter de l'huile sur le feu»*, prévient-il.



Le mouvement ne semble pas encore avoir la résonance souhaitée au sein même de l'entreprise. Un appel à cesser le travail avait été lancé lundi sur les autres sites mais il n'a été que peu suivi, poussant la CGT à regretter «*ce peu d'humanité*» de la part des autres employés du groupe. (lefigaro.fr 27.09)

## Bolivie

Après une vague de protestation inédite et violemment réprimée contre un projet routier, le gouvernement bolivien a dû faire marche arrière et suspendre, lundi soir 26 septembre, le chantier. La vigoureuse opposition à ce projet est d'autant plus embarrassante qu'elle émane essentiellement de communautés indiennes, qui constituent la base électorale du président Evo Morales. En 2006, elles ont largement contribué à porter au pouvoir ce syndicaliste de l'ethnie aymara. Mercredi, le principal syndicat bolivien a appelé à une grève générale.

Une partie de la population bolivienne s'oppose au projet d'autoroute devant relier les départements de Beni et de Cochabamba, de San Ignacio de Moxos à Villa Tunari. Cet axe de 300 km devait être achevé en 2014. Il transite par une réserve écologique de 1 million d'hectares, le parc national Isiboro Secure (aussi appelé Tipnis), où vivent 15 000 Indiens amazoniens. L'infrastructure, qui doit être construite par la firme brésilienne OAS et dont le coût de 305 millions d'euros sera pris en charge par le Brésil, est censée désenclaver les deux provinces rurales. Le gouvernement de La Paz le présente comme un enjeu économique essentiel pour le pays, l'un des plus pauvres d'Amérique latine.

Mais cette route couperait en deux la réserve Tipnis, terre ancestrale des ethnies Chiman, Mojeño et Yuracaré. Les populations locales devront être déplacées si le projet était mis en œuvre. De plus, les habitants accusent Morales de profiter de ce chantier pour confier de nouvelles terres aux cultivateurs de coca, une force syndicale et politique qui reste à ce jour son principal soutien politique.

Une marche de protestation a donc été organisée le 15 août pour parcourir les 600 kilomètres qui séparent Trinidad de La Paz. Mais depuis dix jours, 1 700 manifestants étaient bloqués à mi-chemin à Yucumo, à la fois par des producteurs de coca favorables au gouvernement et par les forces de l'ordre, comme le raconte le quotidien argentin Pagina/12.

L'opposition au projet routier s'est enflammée après la brutale dispersion, dimanche 25 septembre, des manifestants de Yucumo. Les chaînes de télévision ont montré l'arrestation musclée d'hommes, de femmes et d'enfants – un bébé de 2 mois a même été provisoirement détenu, rapporte El Pais. Certains ont eu leurs mains attachées avec du ruban adhésif, leur bouche bâillonnée, et se sont vus pousser à coups de matraques et de gaz lacrymogènes dans les bus de la police.

Le journal brésilien Folha de Sao Paulo rapporte les propos du général Oscar Muñoz, qui a justifié l'opération en arguant que ses agents avaient été menacés par des Indiens armés. Mais le défenseur du peuple Rolando Villena (équivalent bolivien du médiateur de la République) a, lui, assuré que les protestataires étaient en train de déjeuner lors de l'intervention. Le ministère de l'intérieur a avancé un autre élément de justification : il s'agissait d'empêcher un affrontement entre les marcheurs et les producteurs de coca pro-gouvernementaux, qui étaient résolus à leur barrer la route.

Intervenant lundi soir, Evo Morales a qualifié ces incidents d'"*impardonnables*" et annoncé la création d'une commission d'enquête. Dans la foulée, le président a indiqué que le projet de route était suspendu et que son avenir dépendrait de la tenue d'un référendum régional. Evo Morales n'a toutefois fourni aucun calendrier.

La ministre de la défense, Cecilia Chacon, a quant à elle présenté sa démission. "*Je ne partage pas la décision d'intervention contre la marche et je ne peux la justifier dans la mesure où d'autres solutions existaient*", a écrit Mme Chacon, dans une lettre adressée au président.

L'affrontement avec les marcheurs de Tipnis prive le président d'une partie de sa base politique. Le quotidien La Prensa évoque dans un éditorial la "*perte de légitimité et de crédibilité sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir de son parti*". Evo Morales est contesté jusque dans son camp. Après la démission de Cecilia Chacon, les regards se tournent vers le ministre de l'intérieur, Sacha Llorenti, dont le départ est réclamé dans les cortèges. Mercredi, l'affrontement prendra une tournure sociale puisque la principale centrale syndicale, la COB, a appelé à une grève générale en soutien aux marcheurs. (lemonde.fr 27.09)

## Arabie Saoudite

Une Saoudienne a été condamnée à dix coups de fouet pour avoir conduit une voiture, a annoncé mardi Amnesty International, deux jours après une concession du roi Abdallah, qui a accordé le droit de vote aux femmes pour les élections municipales.

Aux termes de la loi islamique en vigueur en Arabie saoudite, une femme doit obtenir la permission d'un homme de son entourage pour travailler, voyager à l'étranger ou subir certaines interventions chirurgicales.

Il n'y a pas à proprement parler de loi interdisant aux femmes de conduire mais, dans les faits, elles ne peuvent pas obtenir le permis. (Reuters 27.09)

En voilà un régime démocratique, progressiste soutenu par les va-t-en-guerre en Libye, pétrole oblige !

## Economie

### 1- France

1.1- Selon Les Echos, la banque Dexia, dans la tourmente depuis 2008 et la crise des subprimes, envisagerait la vente de 20 milliards d'euros d'actifs toxiques sur les 120 qu'elle possède encore. "Les banques ont du mal à emprunter sur le marché interbancaire, notamment Dexia qui ne peut pas se refinancer. Donc la banque franco-belge est obligée de vendre pour continuer à exister", explique Philippe Herlin, chercheur en finance auprès du Conservatoire national des arts et métiers. En clair, l'établissement franco-belge doit amasser rapidement des liquidités pour éloigner la menace d'une faillite et continuer d'assurer son fonctionnement.

Reste à voir comment Dexia réussira à écouler ces actifs. "Ils vont sûrement essayer de vendre des produits qui ne sont pas très stratégiques et qui sont susceptibles de drainer du cash, estime Philippe Herlin, mais vu le contexte de récession, ces actifs ne peuvent que perdre de la valeur." "Ces actifs pourris datent de la crise de 2008. Les banques et les Etats pensaient pouvoir s'en débarrasser les années suivantes avec le retour de la croissance", explique Hervé Alexandre, professeur à l'université Paris-Dauphine.

Dans cette situation, selon les deux économistes, seuls les fonds spéculatifs, chinois ou qatariens, sans aucun problème de liquidités, sont susceptibles d'acheter de tels produits, dont il est difficile de définir la valeur réelle.

"C'est une annonce qui sert à gagner du temps, s'avance Philippe Herlin. Une façon de dire que Dexia peut s'en sortir tout seul." Sans l'aide des Etats belge, luxembourgeois et français, qui l'ont déjà sauvé de la faillite en 2008.

Or une information, dévoilée par Le Figaro, laisse penser qu'un autre scénario pourrait se dessiner. Dexia, la Banque postale et la Caisse des dépôts réfléchiraient à la création d'une banque publique dédiée au financement des collectivités locales. Une telle solution permettrait à Dexia de se délester de ses 80 milliards d'euros de crédits aux collectivités locales, dont on sait qu'ils sont en partie toxiques, et de revenir à son activité historique : la banque de détail. Benoît Gausseron n'infirme ni ne confirme ces informations, se contentant d'un laconique : "Pas de commentaire." Quant à Pierre Mariani, président du comité de direction de la banque Dexia, il a assuré au quotidien belge L'Echo qu'"il n'y a aucun projet sur la table visant à scinder Dexia et il n'y a aucun projet de modification de l'actionnariat du groupe".

L'hypothèse d'un tel montage soulève pourtant déjà des inquiétudes. Pour Philippe Herlin, il s'agirait ni plus ni moins d'un "Crédit lyonnais bis". "On voit le manège : le contribuable prend à sa charge les pertes, et la banque repart sur de nouvelles bases !", écrit-il sur son blog. Hervé Alexandre est plus mesuré et attend de voir. Selon lui, créer une banque et récupérer ses actifs obligerait l'Etat français, déjà endetté, à s'endetter encore plus. "Le serpent se mordrait la queue", résume-t-il.

Vraies ou pas, ces annonces ont réjoui les investisseurs. Lundi, le cours de l'action grimpait de près de 5 % à la clôture de la Bourse de Bruxelles. Une hausse impressionnante qui ne doit pas cacher le fait qu'une action Dexia coûte moins de 1,5 euro. Soit vingt fois moins qu'il y a cinq ans. (lemonde.fr 26.09)

2- Le gouvernement va créer pour 2012 une taxe exceptionnelle pour les industriels soumis aux quotas de dioxyde de carbone (CO2), écrit mardi Le Figaro sur son site internet.

Cette taxe sera assise sur leur chiffre d'affaires hors taxe, à un taux variant entre 0,08% et 0,12%, et elle devrait rapporter près de 250 millions d'euros, dit le quotidien.

Les électriciens (essentiellement EDF) en payeront le tiers, précise Le Figaro. (Reuters 27.09)

### 2- Libye

Le géant pétrolier italien Eni a annoncé lundi avoir repris ses activités en Libye après des mois d'interruption dus à la guerre entre pro et anti-Kadhafi. Le groupe pétrolier français Total a également déclaré lundi avoir redémarré sa production dans le pays.

Eni a repris ses activités sur 15 puits du champ pétrolifère d'Abu-Attifel, à 300 km au sud de Benghazi (est), via la société Mellitah Oil & Gas, partenariat entre Eni et la compagnie nationale libyenne National Oil. Le groupe italien précise produire quelque 31.900 barils de pétrole par jour.

De son côté, le groupe français Total a déclaré lundi à l'Associated Press avoir repris la production vendredi sur le gisement offshore d'Al Jurf, près de la frontière tunisienne, en partenariat avec la compagnie pétrolière nationale libyenne et la société allemande Wintershall. La production sur le site devrait monter en puissance pour atteindre à terme les 40.000 barils par jour, selon Florent Segura, porte-parole de Total.

Les nouvelles autorités libyennes ont assuré qu'elles honoreraient les contrats passés sous le régime de Kadhafi.

La Libye, assise sur les premières réserves de pétrole conventionnel d'Afrique, pourrait, selon les experts, mettre au moins un an avant de retrouver son niveau de production d'avant le conflit, qui s'établissait à 1,6 million de barils par jour. Les exportations de pétrole et de gaz ont rapporté au pays 40 milliards de dollars l'an dernier. (AP 26.09)

### 3- Biélorussie

L'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé lundi avoir abaissé d'un cran, à B- contre B, la note souveraine de la Biélorussie, s'inquiétant un peu plus des risques de défaut de cette ex-république soviétique confrontée à une grave crise économique.

La note de la Biélorussie se trouve désormais à un cran du statut d'émetteur de qualité médiocre présentant un vrai risque de non-remboursement, et non loin de celle des émetteurs en défaut de paiement (D).

L'agence se dit inquiète de "*la dépendance actuelle de la Biélorussie aux financements extérieurs due aux importants déficits des comptes courants et au niveau très faible des réserves disponibles*". "*Nous restons très dubitatifs sur la capacité de la Biélorussie à assurer de tels financements et nous pensons que le gouvernement a fait peu d'efforts*" pour remédier à cette situation, ajoute-t-elle.

La Biélorussie qui est dirigé par l'autoritaire président Alexandre Loukachenko, est confronté à un déficit commercial abyssal, à une pénurie de devises et à une inflation galopante. (libération.fr 26.09)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 29 septembre

Union nationale autour des institutions de la Ve République.

A entendre ou lire tous les commentateurs, la perte par l'UMP et ses alliés de la majorité au Sénat serait un évènement extraordinaire. Dès qu'ils évoquent les conséquences sur le fonctionnement des institutions ou la situation politique, là ils se font déjà moins loquaces, il n'y a que Hollande qui a lâché qu'il s'agissait uniquement d'une "*révolution de palais*", entendez par là qui ne changera absolument rien, avant comme après 2012.

Il s'agissait d'un évènement d'une portée si considérable que le POI s'est fendu d'un communiqué pour marquer l'occasion.

Point pour évoquer la "*règle d'or*" et l'impossibilité dans laquelle se trouve dorénavant Sarkozy de réunir une majorité s'il convoquait le Parlement (Assemblée nationale et Sénat) en congrès pour la faire adopter, notons au passage que les dirigeants du POI avaient une fois de plus fait preuve d'une grande perspicacité en engageant une bataille sur cette question... bataille qu'ils ont discrètement abandonné (ou recadrée, réorientée) en cours de route, mais pour saluer "*l'ampleur du rejet, lors des élections sénatoriales du 25 septembre, (qui) dépasse tous les pronostics*" (Informations ouvrières n°168).

Question : si ce rejet a vraiment été d'une telle "*ampleur*", alors pourquoi les résultats de ce scrutin ne figurent-ils pas dans *Informations ouvrières*, pourquoi n'y figurent-ils aucun élément permettant de comparer la composition du Sénat avant et après cette élection en nombre de sièges, afin que chacun puisse se faire sa propre idée sur un évènement soit-disant d'une telle importance ?

En réalité seulement 6 sièges séparent ce qu'on appelle la droite et la gauche, "*177 sénateurs répertoriés à gauche ou au centre-gauche, contre 171 à droite ou au centre-droit*." (<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/les-resultats-des-elections-senatoriales>) et en terme de pourcentage ce "*choc*" (Informations ouvrières) se traduit par 49,1 % des sièges pour l'UMP et ses alliés et 50,9 % pour le PS et ses satellites ([http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections\\_s%C3%A9natoriales\\_fran%C3%A7aises\\_de\\_2011](http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_s%C3%A9natoriales_fran%C3%A7aises_de_2011)), donc la différence entre les deux "camps" est de 1,8% en faveur de l'opposition parlementaire.

Et ils en font tout un plat ! C'est scandaleux la manière dont cet événement est traité.

C'est comme lors d'autres élections, lorsque un candidat ou une liste dépasse les 50%, même de 0,1% il y en a pour crier victoire, et lorsque cette différence atteint des sommets, 5% tout au plus, c'est l'hystérie !

En réalité, chacun analyse les résultats d'une élection notamment en fonction de la ligne politique qu'il défend pour la justifier, qui n'a le plus souvent peu ou pas de rapport avec l'état d'esprit des travailleurs, celle qu'ils en font en fonction de leurs intérêts ou préoccupations.

C'est si vrai hélas, que "selon un sondage TNS-Sofres pour la matinale de Canal+ mercredi, élus et dirigeants politiques seraient d'une manière générale "plutôt corrompus" pour 72% des Français. Et seulement 19% d'entre eux trouvent les politiques "plutôt honnêtes". (20minutes.fr 28.09) Autrement dit, l'immense majorité des travailleurs n'attendent rien des élections et se foutent pas mal du résultats des sénatoriales du 25 septembre, et ils ont raison puisqu'elles ne changeront absolument rien.

« Ces résultats changent la donne institutionnelle, mais dans une certaine limite seulement, précise Dominique Chagnollaud, spécialiste de droit constitutionnel. Le Sénat ne dispose pas de pouvoir de blocage comme l'Assemblée nationale. » (20minutes.fr 26.09)

Finalement, il n'y a que les appareils des partis qu'elles intéressent.

Ils auraient voulu légitimer l'existence du Sénat, qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement signalons-le au passage, y compris de la part de ceux qui prouvent son abolition, les mêmes qui expliquaient hier encore que le Sénat était une institution antidémocratique parce que ses représentants n'étaient pas élus au suffrage universel (direct), portent dorénavant au pinacle ceux qui l'ont élu, ils ne sont décidément plus à une contradiction près ! Le pire, c'est quand leurs militants n'y trouvent rien à y redire...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 30 septembre

Les infos en bref seront actualisées demain ou dimanche.

Les résultats des sénatoriales ont fait l'objet d'une formidable manipulation à laquelle chacun s'est prêtée volontiers en fonction de ses propres intérêts. Du côté du POI, ils se prépareraient à annoncer leur participation à l'élection présidentielle qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement. Peu importe.

Ces braves élus, dont le vote était obligatoire selon la loi en vigueur, ont reporté pour certains leurs votes de la droite vers la "gauche", selon l'illusion savamment entretenue que le programme du PS serait différent sur le fond de celui de l'UMP dicté par les marchés financiers. Voilà ce que cautionne au passage le POI.

"Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie, qui est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle. " (Il faut étudier Octobre, Trotsky, 1924)

Les lecteurs d'*Informations ouvrières* se souviennent sans doute encore de la page qu'avait généreusement réservée ce journal à la première actionnaire et présidente du conseil de surveillance de Publicis, la grande bourgeoise, philosophe et écrivaine Elisabeth Badinter.

Dans un entretien accordé au journal *Le Monde des religions* paru le 28 septembre, elle a affirmé qu'"en dehors de Marine Le Pen, plus personne ne défend la laïcité" en France (lemonde.fr 29.09), faisant fi de la Libre Pensée dans laquelle le POI est fortement impliqué. Quelle ingrate ! Passant sur le fait que la conception de la laïcité de madame Le Pen allie antisémitisme et islamophobie, ce qui ne dérange apparemment pas madame Badinter. Ce jour-là aussi, le POI avait fait preuve d'une grande perspicacité !

Que dire de la publicité glissée à la page 14 du n°168 d'IO pour la dernière biographie en date d'Alexandre Hébert, la précédente réalisée avec l'accord de l'intéressé, donc de son vivant, avait été rédigé par son ami et éditeur Joël Bonnemaïson, alors membre de la direction du FN. (Alexandre Hébert, 50 ans de luttes syndicales, Éditions du Rocher, Monaco) ?

La direction d'*Informations ouvrières* qui décidément ne doute de rien a écrit dans la présentation de cette nouvelle



biographie : *"le lecteur pourra appréhender la cohérence de la pensée d'Alexandre Hébert.* Parlons-en alors, sans trop s'y attarder, nous y reviendrons une autre fois.

A propos du refus des anarchistes de participer au mouvement syndical :

*"Cette attitude est d'autant plus regrettable que l'anarcho-syndicalisme apparaît comme la seule force capable de galvaniser la classe ouvrière à la fois contre le fascisme et le bolchévisme, engendrés l'un et l'autre par la société bourgeoise pourrissante."* (Le Monde Libertaire n°1 octobre 1954) L'amalgame entre stalinisme et bolchevisme sera une constante effectivement chez ce farouche anti-marxiste.

*"Les marxistes qui sont, comme chacun le sait, de fameux casuistes, se sont ingénies à établir des distinguos subtils sur la «nature» des «Etats fascistes» et des «Etats ouvriers». Ces laborieuses dissertations étaient certainement nécessaires pour convaincre les esprits superficiels de mon espèce qui persistent, néanmoins, à ne pas trouver de différences fondamentales entre les réalités sociales staliniennes, hitlériennes ou mussoliniennes....(la liste n'est pas limitative)."* Là le champ de l'amalgame s'étendait à Hitler et Mussolini ! Plus loin il écrira *"la «dictature du prolétariat» (un autre mythe fasciste)".* La Commune (CLADO: Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière; environ 1957-1958 - L'Anarcho-Syndicaliste n° 151 septembre 2010) Le CLADO avait été constitué à l'initiative d'Hébert et d'un certain Pierre Lambert, vous connaissez n'est-ce pas ?

C'est Hébert, membre du comité central de l'OCI, qui influencera Lambert et le décidera sans doute à liquider le PCI en 1985. A quoi bon maintenant continuer d'avancer masqué, autant se mettre résolument au service du réformisme puisque l'occasion nous en est donnée, on mettra cela sur le compte de la situation et le tour sera joué... et ils avaient raison, peu de militants y trouveront à y redire :

*"Peut-être, aussi, conviendrait-il plutôt que s'obstiner à vouloir ressusciter une «social-démocratie» définitivement faillie, songer sérieusement à reconstruire une véritable internationale ouvrière qui, à l'image de la première, ne s'assignerait pas comme objectif une hypothétique «prise du pouvoir», mais tout bonnement : aider les exploités et les opprimés du monde entier à lutter pour leur survie, en n'oubliant pas que Bertrand Russel avait raison d'affirmer: «qu'aucun des maux qu'on prétend éviter par la guerre n'est aussi grand que la guerre elle-même»."* (L'Anarcho-Syndicaliste n°138 janvier 2009) Notez qu'Hébert avait tenu à peu près les mêmes propos 50 ans plus tôt, abandonnons l'objectif de la «prise du pouvoir», communions mes frères (ils étaient francs-maçons membres de la Grande Loge de France) avec le capitalisme...

Messieurs Hébert et Lambert, les milliards d'exploités à travers le monde qui vivent comme des chiens vous remercient pour votre noble attention ; un enfant crève de faim, de malnutrition ou de sous-alimentation dans le monde toutes les 20 secondes, vous êtes morts de quoi au juste ? Au moins Hébert aura eu le courage de défendre publiquement ses idées jusqu'au bout, ce qui n'aura jamais été le cas de Lambert et sa cour.